

FERNAND PIROTTE

Aspects  
de la vie économique  
dans la  
Terre de Durbuy  
de 1500 à 1648

Étude parue dans la revue trimestrielle «ARDENNE et FAMENNE»

10<sup>e</sup> année - N<sup>os</sup> 2 et 3 - 1967

Mis en ligne par [www.eglise-romane-tohogne.be](http://www.eglise-romane-tohogne.be)  
en mars 2021.

## **Aspects de la vie économique dans la Terre de Durbuy de 1500 à 1648**

L'organisation politique et administrative de la Terre de Durbuy au XVI<sup>e</sup> siècle est fort semblable à celle d'autres châtelainies et seigneuries engagées par le souverain à des seigneurs hautains.

La structure et le rôle de la Cour féodale de Durbuy et des cours qui dépendent d'elle fera l'objet d'une étude ultérieure.

Ici, nous traitons de maints aspects de la vie économique de la Terre et Seigneurie de Durbuy au cours des années 1500 environ à 1636, date de l'épidémie de peste et de la guerre contre la France.

La vie de la seigneurie eut, à cette époque, une originalité que nous proposons au lecteur de découvrir avec nous.

Nos sources sont :

— *aux Archives de l'Etat à Saint-Hubert, le Fonds de Durbuy :*

Haute Cour, Œuvres de Loi	=	H. C. anno, folio.
Haute Cour, Plaids	=	H. C. Pl. anno, folio.
Haute Cour, Rôles	=	H. C. R. anno, folio.
Cour subalterne	=	Cour...
Autres documents	=	Durbuy...
Cour Féodale, dénombrements	=	Dén. (date).

— *aux Archives de l'Etat à Arlon :*

le Dénombrement de 1766 = Dén. 1766.

— *aux Archives Générales du Royaume :*

Chambre des Comptes, n<sup>os</sup> 6209 à 6235, comptes de receveurs = C. (année du compte).

Fonds d'Ursel n<sup>o</sup> L. 793 à L. 799 = A. G. R. Fonds d'Ursel, n<sup>o</sup> et date.

— N. B. Il y a aux Archives de l'Etat à Saint-Hubert cinq comptes de receveurs : ceux de 1485, 1501, 1508 et 1574.

On trouvera à la fin de cette étude la carte de la Terre de Durbuy. Le lecteur est invité à l'avoir sous les yeux pour situer les localités mentionnées dans le texte. On y a aussi indiqué les fourneaux, marteaux, minières, moulins, brassines, fouleries ainsi que les bois.

## A. — LA POPULATION DE LA TERRE DE DURBUY.

On dénombre, au XVI<sup>e</sup> siècle, 78 localités dans la Terre de Durbuy : Durbuy, 7 villages dans la cour de Grandménil, 12 dans celle de Wéris, 15 dans celle de la Sarte et 16 dans celle de Barvaux, au total 50 villages auxquels s'ajoutent ceux des seigneuries foncières : 27 environ. Donc Durbuy et 77 villages, sans compter ceux qui, enclavés dans d'autres territoires que la Terre de Durbuy, relèvent d'elle : Bordon, Ramesée, Ramelot, Senine, etc. Les plus importants groupent de 40 à 60 maisons, mais certains n'en ont que 4 ou 5.

Quelle fut leur population ?

Les données que nous avons recueillies à ce sujet ne concernent que les quatre cours et Durbuy et, pour le XVI<sup>e</sup> siècle, elles nous viennent exclusivement des comptes des receveurs. Or, le receveur de 1527 le dit clairement à la rubrique *Assises des 4 courts* : il ne relève que les ménages « faisant feu qui ne sont ni francs, ni de fief » et encore, pour les receveurs suivants, tantôt il est question de ménages, tantôt de maisons, de pleins ménages, de pleins ménages plus les veuves. Bref, il ne s'agit là que des battis ou roturiers <sup>(1)</sup> à l'exclusion des gentils-hommes, des fieffés et même de ceux qu'on appelle des exempts ou des privilégiés. En ce qui concerne la population de la ville de Durbuy, c'est le nombre des bourgeois payant leur droit de bourgeoisie qui est cité par le receveur.

Le tableau récapitulatif des battis, des quatre cours et des bourgeois de Durbuy (Tableau I) ne peut donc que donner un aperçu approximatif de l'évolution de la population. Il est cependant évident que, de 1525 à 1575, période d'essor de la métallurgie, elle a augmenté de 50 à 100 %.

Nous avons une autre source pour le début du XVII<sup>e</sup> siècle : c'est un dénombrement de 1611 portant « sur les sujets et moiens des villages de Tohogne, Palenge, Bohon et Barveau » <sup>(2)</sup>, mais ce dénombrement dont nous reparlerons, est partiel.

En revanche, à côté des renseignements que nous trouvons dans les comptes des receveurs Marckloff et de Blier pour la période 1595-1626, nous avons un relevé minutieux du nombre de ménages des quatre cours fait par Jacques Pijnssen van der Aa en 1621. Soucieux de conduire à bonne fin la mission qui lui a été confiée <sup>(3)</sup> il a notamment fait établir le nombre « des mesnaiges comprins riches, pauvres et vefves ».

<sup>(1)</sup> *Battis, battit* (Record de 1504), « batisse ou non noble » dit Jean d'Oostfrize en 1571 = roturier. — Au XVI<sup>e</sup> siècle, on dit indifféremment : *battis*, *manouvrier* (Boisot et les receveurs) et *manant*.

<sup>(2)</sup> Arch. St-Hubert, Durbuy, Cour Féodale 1504-1793, à la date de 1641.

<sup>(3)</sup> A. G. R. Fonds d'Ursel, R. 71 à la date du 10 janvier 1621. Ce rapport est d'une précision remarquable. Afin de mettre en application le règlement des bois de 1617, le rapporteur se livre à une enquête approfondie; il envoie sur place les frères Bersaques, arpenteurs, réclame une liste précise des congés accordés pour l'abattage des arbres, dénombre fourneaux, brassines, moulins, etc. Le nombre des ménages qu'il cite est confirmé par les amis d'Antoine de Spa (Durbuy, Prévôté, Aff. générales 1545-1700 à la date du 16 juin 1618).



TABLEAU I

NOMBRE DE MÉNAGES DE BATTIS  
TAXÉS DANS LES 4 COURS ET 4 VILLAGES.  
NOMBRE DE BOURGEOIS DE DURBUY. (Source : *Comptes des Receveurs.*)

Date	Barvaux	Wéris	Les 4 Cours de Sarte-Ny	Gr <sup>d</sup> -Ménil	Durbuy	Villers	Harre	Ozo	Pironster
1501	30	42	25		12				
1508	36	45	22		11				
1527	62	47	42		25				
1537	66	47	44		25				
1539	58	47	40		25				
1541	73	49	44	9	19				
1547	123	80	44	16	22	33	27	22	17
1567	108	112	56	10	32	41	24	26	13
1574	98	91	64	9	31	43	19		16
1596	75	100	46	8	39	37	48	29	11
1597	76	100	54	11	36	45	52		12
1598	96	100	54	11	36	41	52		12
1599	87	99	54	11	34	39	43		14
1601	83	97	52	11	34	39	43		13
1602	83	96	52	11	30	39	47	24	15
1603	83	95	52	8	30	39	47	20	15
1604	87	91	53	9	31	39	40		13
1605	87	91	53	9	31		40		13
1606	90	89	52	9	31	39	37		14
1610	118	137	69	14	56	55	48	23	15
1611	116	137	69	15	55	56	52		15
1612	120	137	70	15	56	54	50		16
1613	121	146	57	16	56	51	52		17
1614	116	154	58	17	57	52	55		18
1616	111	143	60	18	57		55		18
1617	111	140	—	—	54	42	55	20	16
1618	107	140	60	24	54	45	63	30	15
1620	109	128	55	23	54	42	62	23	15
1623	107	126	62	21	57	42	65	21	15
1624	105	127	67	20	58	43	64	22	15
1626	110	98	55	16	59	41	63	25	15
1627	107	101	54	17	58	42	64	26	15

TABLEAU II

NOMBRE DES MÉNAGES DES 4 COURS ET DE DURBUY EN 1621  
(d'après Pijnsen van der Aa).

Localités	Ménages	Localités	Ménages	Localités	Ménages	Localités	Ménages
Barvaux	60	Wéris	48	Erezée	20	Grandménil	38
Bohon	5	Morville	32	Estiné	14	La Fosse	19
Biron	34	Heyd	45	Clerheyd	19	Chesne al Pierre	25
Houmain-Rozée	8	Aisne s/Heyd	23	Erpigny	21	Manhay	13
Tohogne	46	Tour-Loheré	7	Blier-Hazeil	20	Vaux-Chavanne	39
Warre	27	La Forge	7	Oster	5	Villers-Ch.	23
Longueville	12	Hoursinne	8	Briscol-Sadzot	12	Bra (en partie)	4
Coquaimont		Mormont	36	Amonine	24		
Oneux-Spineux	9	Fanzel	47	Beffe	10	Cours de	
Houjon-Ama	1	Eveux	5	Trina	10	Grandménil	161
Borlon	9	Grimbiéville	5	Ny	38		
Palange	18	R. à Fresne et		Wenin	16		
Septon	15	Deux-Rys en part.	8				

Cour de Barvaux 244      Cour de Wéris 271

Total : 885 ménages + 77 à Durbuy = 962 ménages.

N.B. : N. de Blier, en tant que receveur, ne mentionne que 411 ménages (109 + 128 + 78 + 54 et 42 à Durbuy) à la même date, parce que, ne les ayant pas taxés, il ne fait pas état des gentilshommes, fiefés, privilégiés et veuves dont le nombre paraît assez élevé.

Si l'on compte une moyenne de 5 habitants par ménage, la population des 4 cours au début du XVII<sup>e</sup> siècle pouvait être de  $5 \times 962 = 4.810$  habitants, soit 24 habitants au km<sup>2</sup>.

La Ville et Franchise de Durbuy compte, selon les receveurs, 33 bourgeois en 1548, 43 en 1575, 47 en 1595. En 1610, de Blier en relève 65, de 66 à 62 les 4 années suivantes, 42 de 1617 à 1627. Mais il ne s'agit que des bourgeois taxés par le receveur <sup>(4)</sup> et de plus il n'y a pas que des bourgeois à Durbuy <sup>(5)</sup>. En 1621, Pijnssent van der Aa y trouve 77 ménages, c'est-à-dire 375 habitants environ.

Or, si nous considérons le dénombrement de 1766 qui est précis et porte sur tous les chefs de ménage indistinctement, nous constatons qu'à cette date, il y a 903 ménages dans les quatre cours et à Durbuy, et 600 environ dans le reste de la Terre de Durbuy, donc respectivement 60 et 40 %. Les 4.810 habitants des quatre cours et de Durbuy constitueraient les 60 % de la population totale qui se serait élevée, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, à 8.0000 habitants environ, dont 3.200 dans les seigneuries foncières.

En ce qui concerne le XVI<sup>e</sup> siècle, nous en sommes réduits à des conjectures, mais il semble, d'après les indices relevés dans les comptes des receveurs, que la population a passé du simple au double en un siècle. Il est indéniable qu'il y eut un accroissement notable de la population dû au développement de la métallurgie et à un appel de main-d'œuvre de 1525 à 1575; vers les années 1600, il y en eut un autre dû au retour de la paix et à l'extension du commerce. Le maximum est atteint à la fin de la Trêve de 12 ans, puis survint de 1636 à 1645 une diminution brutale de la population que suivra une lente remontée. En 1766, la Terre de Durbuy n'avait pas retrouvé le nombre de ménages de 1621 : 903 ménages en 1766 pour 962 en 1621, dans les quatre cours et à Durbuy.

## B. — STRUCTURE FONCIÈRE ET RÉPARTITION DU SOL

### 1. — La structure foncière

#### a) *L'empreinte féodale.*

La base économique et sociale sur laquelle la population de la Terre de Durbuy a vécu est essentiellement agricole et forestière et l'organisation

---

<sup>(4)</sup> Le compte de 1575 signale 32 bourgeois; nous en comptons 43 parce que le receveur le dit (f<sup>o</sup> 2 v<sup>o</sup>); il exclut le mayeur, les échevins, le sergent et 2 ménages dont le cens revient au sergent. Nous avons procédé de même pour les comptes de J. Marckloff et de Blier.

<sup>(5)</sup> Voici un texte significatif à ce sujet. Depuis le dénombrement de 1660, dit une requête des bourgeois du 3 oct. 1732, « le nombre des bourgeois est extrêmement diminué... la plus grande partie estans des manouvriers et des veuves ». En 1715, il y avait 56 bourgeois et 17 veuves et cette présente année, il s'y en trouve 36 bourgeois et 32 veuves et filles... en grande misère ». A. G. R. Fonds d'Ursel, L. 848, 3 oct. 1732.

domaniale des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles l'a marquée de son empreinte pendant tout l'ancien régime <sup>(6)</sup>.

L'enchevêtrement des domaines du Seigneur de Durbuy et des Abbayes au Moyen Age reste visible jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle dans les quatre bans ou districts qui relèvent du Seigneur et dans les seigneuries foncières qui les entourent.

L'abbaye de Stavelot est présente à Ozo, Fisenne, My, Ville, Ocquier et Borlon; celle de St-Hubert à Bomal et Ny; le Chapitre de Nivelles à Villers-St<sup>e</sup>.Gertrude, la Cathédrale de Liège à Oneux, le Val-St-Lambert à Harre, le monastère de St-Trond à Rappa et Seny. Le dénombrement de 1766 révèle, par les tabelles que signent les représentants de ces abbayes, qu'elles y lèvent encore des redevances.

Quant au domaine seigneurial, il se répartit en terres d'importance inégale éparses dans les quatre bans parmi celles des tenanciers et il englobe, à l'est, tous les Bois du Pays.

Au XIV<sup>e</sup> siècle au plus tard, les abbayes ayant renoncé à l'exploitation directe de leurs domaines, les nombreuses juridictions domaniales qui portent le nom de cours foncières ou de basses cours foncières selon qu'elles relèvent d'un seigneur foncier ou d'un homme de fief, restent en place sous le contrôle d'une juridiction centrale : la cour féodale, mais c'est le seigneur de Durbuy ou son représentant, le prévôt, qui la préside.

Les biens qui sont du ressort de cette Cour s'appellent des biens féodaux. Quand ils changent de propriétaire, la Cour féodale perçoit le treizième denier de leur valeur <sup>(7)</sup>. Le paiement de ce droit constitue le relief féodal.

D'autre part, « la plupart des serfs affranchis étaient devenus des tenanciers auxquels le sol avait été cédé moyennant un cens régulier presque toujours héréditaire », puis le seigneur avait « cessé de se considérer comme le protecteur des hommes de sa terre. A l'égard de ses tenanciers, sa situation n'était plus celle d'un chef héréditaire dont l'autorité se faisait accepter par son caractère patriarcal : elle était devenue celle d'un rentier du sol et d'un percepteur de prestations », dit H. Pirenne et il ajoute : « Sans doute, à la longue, la possession du paysan s'affirmera au point d'apparaître elle-même une véritable propriété grevée d'un simple droit recognitif au profit du seigneur. Il n'en reste pas moins qu'elle ne s'est jamais, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, complètement débarrassée des liens qui l'entravaient » <sup>(8)</sup>.

---

<sup>(6)</sup> L'appellation « Ville et Franchise de Durbuy » ne doit pas nous abuser, la Ville de Durbuy a toujours conservé son caractère rural : elle a ignoré la vie urbaine qui avait ses métiers, ses corporations et une campagne envahissante qui la ravitaillait.

<sup>(7)</sup> Cf. Description de Blier de 1626 § 10 et 27 et Déclaration d'Ursel, en 1766, qui confirment les mêmes dispositions au féodal et au censal.

<sup>(8)</sup> H. PIRENNE, *Hist. Economique et sociale du Moyen Age*, p. 160.



Les tenures ainsi concédées par le seigneur de Durbuy dans les bans de Barvaux, Wéris et Grandménil relèvent, non de la Cour Féodale, mais de la Haute Cour : ce sont les biens censaux ou censives, terres possédées moyennant un cens. En cas de transport, la Haute Cour perçoit le 20<sup>e</sup> denier de leur valeur (cfr note 7).

## b) Cinq modes de possession de la terre.

Demandons à des textes que nous tirons de trois dénombremments faits devant la Cour Féodale en 1546, 1587 et 1610, une confirmation de ce qui précède. Demandons-leur aussi quels étaient les modes de possession de la terre. Ces citations nous permettront d'expliquer une terminologie propre à l'époque et d'illustrer l'éventail des tenures.

a) « Everard de Boullant, congoie avoir et tenir la seigneurie de Soy laquelle je tiens en *fieff* du seigneur de Rianwe et en *arrière fieff* de l'Empereur à cause de seigneurie de Durbuy... » (Dén. 1546 f<sup>o</sup> 24 v<sup>o</sup>).

b) « Guy Seigneur de Phizen » tient « du Sr Conte d'Oostfrize *de par l'Empereur* à cause de sa Duché de Luxembourg sa franche maison... » (ibid. f<sup>o</sup> 32).

c) Roland Kaye tient en fief « d'ung chesteau de Durbuy suyvnt les ordonnances de l'Empereur... une court et semonce au lieu de Barveau appellée la court Wathy de Biron, court tenable, valant au dit Roland pour chascun une fois à payer. S'ensuyvent ceulx qui tiennent en arrière fief du dit Roland de la court wathy de Biron... » (ibid. f<sup>o</sup> 7).

d) « Henri de Beuf déclare avoir et tenir d'un Sr de Durbuy la franchise et garde des oyseaux de proye en bois de Saseury et Groffay. *Tient en fieff* à cause de la dite garde 2 journal de preit qui peullent valloir par an deux charrées de foing » (ibid. f<sup>o</sup> 22 v<sup>o</sup>).

e) Voici, en 1610, le « dénombrement que font et baillent les manans et habitans de Wenin *des fieffs et alloux* que respectivement ils tiennent et possèdent se relevans de leurs Altesses Sérénissimes *par devant la Cour feodalle da Durbuy...* A raison des quels alloux les susdits dénombmans sont tenus apres leurs ancestres manans de Wenin tenus pour alloueur alabastrier (= arbalétriers) du Sr de Durbuy, exempts des drois d'assize et des communs services deuz par les battis (= roturiers) des quatre courtes de la Seigneurie de Durbuy, y estans neantmoins tenus a relief hommaige et mortemain comme les hommes féodaux de Durbuy... » (f<sup>o</sup> 125-131). Ils sont près d'une vingtaine à déclarer tenir *tantôt en alléux, tantôt en fiefs leurs maisons, granges, étables, courtils* et des prés.

f) Ernest Kaye tient la cour Wathy à Barvaux « consistante *tant en censal qu'arrière fief* » (ibid. f<sup>o</sup> 66) et celle de Fanzel « dont les pièces et parties mouvantes d'icelle tant en *arrière fief que censal* se trouvent spécifiées par l'escrit du dénombrement » (f<sup>o</sup> 61 v<sup>o</sup>).

g) Empruntons enfin ces deux dernières citations à un registre de la Haute Cour de Durbuy : Guillaume de Marteau, ordonné prêtre, fait œuvre de transport « *des biens et héritages féodaux* a luy escheuz » au profit de ses deux frères « à raison de quoy ceux-ci furent bannis (= investis) des dits fieffs par foy et hommaige et en ont faict le serment accoustumé » (devant la Cour féodale évidemment) et il confirme avoir cédé devant la Haute Cour à son frère Henry « *ses biens censaulx* » (H. C. 1554-1556 f<sup>o</sup> 10 et f<sup>o</sup> 133 v<sup>o</sup>).

Le terme « propriétaire » n'apparaît pas dans ces textes : l'emploi moderne du mot propriétaire, qui fut longtemps un adjectif, date du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais « tenir, tenant, tenancier » sont les termes courants.

Le *tenant* est celui qui possède; la possession, c'est la *tenure* et elle est noble ou roturière. Le registre de la Cour féodale de 1546 porte en titre : « S'ensuyvent les dénombrements des fiefs... rapourtez par les hommes feodaux *tenentiers* d'iceulx » et celui de 1610 : ... « denombrements des fiefs... faicts par les *tenanciers* et *possesseurs* d'iceulx »... et comme on recourt fréquemment à la synonymie, un greffier écrit en 1531 : « Jehan le Lorain devoit avoir *tenir* manier et posséder la somme de 20 muids de rente héritable... » (H. C. 1531-1536 f° 58).

La conception de la propriété, et de la propriété foncière en particulier, est alors fort différente de la nôtre. La terre relève de plusieurs tenanciers subordonnés les uns aux autres et nantis de pouvoirs plus ou moins étendus : les textes a, b, c établissent clairement leur hiérarchie : empereur, seigneur hautain, seigneur foncier, hommes féodaux, manants ou battis.

Les termes nous révèlent aussi les modes de possession individuelle : le fief et l'arrière-fief (a-d), l'alleu qui sont des biens féodaux, le bien censal ou censive (f-g).

Il faut cependant y ajouter un quatrième mode de possession qui est collectif : les habitants de la Terre de Durbuy, en effet, ont obtenu pour un cens annuel, fixé par le Seigneur, des aisances gérées par les communautés <sup>(9)</sup> et dont celles-ci ont la possession héréditaire puisqu'elles peuvent les vendre <sup>(10)</sup>.

Enfin, ces habitants ont des droits d'usage qui constituent une cinquième forme de possession effective.

Au cours des siècles, ce qui avait été une sorte de propriété collective des bois, des landes, des pâturages, des cours d'eau et des chemins, s'était mué « en un simple droit de jouissance limitée dans son objet » dont la contrepartie fut une redevance « en nature, en argent ou en prestations diverses sous forme de corvées et de charrois ». « Lorsque les princes souverains, dit M. Bourguignon, sous l'influence du droit romain, en arrivèrent à se proclamer seuls maîtres du domaine public, l'ancienne propriété collective virtuelle disparut des textes. Les populations n'y mirent aucun obstacle, puisqu'elles ne furent en rien privées des avantages qu'elles recueillaient et qui étaient indispensables à leur subsistance. Cette propriété du prince souverain, préfiguration de l'Etat... » demeura... « un attribut permanent du sol, indépendant des dominations individuelles reconnues ou subies ». Le droit de jouissance *ut singulus* n'en était en rien diminué : aux yeux des usagers, il était une réalité bien plus tangible qu'un droit de propriété *ut universi* analogue à celui que tout citoyen belge actuel possède sur les bâtiments du Palais Royal <sup>(11)</sup>.

<sup>(9)</sup> H. C. 1521-1531 f° 62 v° : « les manans d'Erezee » obtiennent « en assence un aisenmenche situee empres de semyttre de l'englise d'Erezee ». « de deux journalz de terre ».. pour « une poulle et deux deniers de cens.. ».

<sup>(10)</sup> V. notamment H. C. 1566-1567 f° 21-22 et les biens vendus.

<sup>(11)</sup> M. BOURGUIGNON, *Les droits d'usage dans le Luxembourg*, Annuaire administratif de la Prov. de Luxbg, 1948, p. 293-308. Le tout est à lire.



A vrai dire, les manants se souciaient peu des débats théoriques sur le droit de propriété et ils n'eurent à s'opposer ni à une conception, ni à des dispositions juridiques nouvelles puisque, en principe, ce mode de propriété ne fut pas aboli pendant l'ancien régime. Mais dans la pratique, les droits de propriété collective fondés sur la coutume furent attaqués de biais. Quand l'occasion se révéla propice à ceux qui voulaient les réduire ou les supprimer — et, dans la Terre de Durbuy, cette occasion se présenta dès le XVI<sup>e</sup> siècle à propos de la querelle des Bois — les manants mirent obstacle à leur abolition au cours de contestations et de procès longs et coûteux.

Ces droits d'usage avaient pour eux une importance capitale : ils leur apportaient des choses essentielles et ils les défendirent avec acharnement en s'appuyant sur leurs records, sur la sacro-sainte mémoire des ancêtres.

## 2. — La répartition des terres

La superficie de la Terre de Durbuy est de 30.000 hectares environ qui comprennent moins d'un tiers de terres arables, plus d'un tiers de terres incultes et un tiers de bois <sup>(12)</sup>.

Durbuy et les quatre cours comptent 20.000 hectares : Durbuy 450 environ, la cour de Barvaux 6.000, celle de Wéris 5.000, celle de la Sarte 4.500, celle de Grandménil 4.500. Ensemble les seigneuries foncières dépassent à peine la superficie de 9.000 hectares.

Ces terres, landes et bois sont répartis en biens seigneuriaux, féodaux, censaux, communaux et alloux et les habitants ont, de surcroît, la jouissance incontestée, mais progressivement réglementée des produits forestiers de la Terre de Durbuy. Le seigneur hautain possède 6.300 arpents de bois environ (3.150 hectares) et des terres, surtout dans les bans de Barvaux et de Wéris <sup>(13)</sup>.

Il est impossible de dire quelles sont les parts respectives des fiefs, des aisances <sup>(14)</sup> et des censives. Ces dernières sont certainement les plus nombreuses, mais leur superficie dépasse-t-elle le quart de l'ensemble des terres arables? C'est peu vraisemblable.

---

<sup>(12)</sup> Boisot estime, en 1538, la superficie des bois à « 3 lieues de long et une lieue de large ou environ » et celle de la Terre à 3 ou 4 « en quareur ». En 1830 encore, selon G. Hoyoïs, *L'Ardenne et l'Ardenais*, p. 355, le canton d'Erezée compte pour une superficie de 20.946 ha : 6.237 ha d'étendues cultivées y compris les prairies, 6.841 de bois et 7.190 de terres incultes. Les proportions sont restées les mêmes.

<sup>(13)</sup> L'arpent de bois = 50 ares env.; le bonnier = 93 ares environ.

<sup>(14)</sup> Les aisances sont assez étendues si l'on s'en rapporte au dénombrement de 1766 bien qu'à cette époque, elles aient perdu de leur importance. Ainsi Heyd déclare alors 168 bonniers d'aisances : 34 de terres labourables et 134 de terres sartables et la communauté partage avec celle de Wéris et des environs plus de 850 arpents de bois et « hayes ». La communauté de Wéris et Morville déclare 350 bonniers de parcours « dans les hayes.. et dans les communes » avec le reste de la cour de Wéris (Dén. 1766, Cour de Wéris I, tabelles 42 et 44).

Le dénombrement de 1611 qui concerne les villages de Tohogne, Barvaux, Palenge et Bohon fait apparaître un autre caractère du régime foncier au XVI<sup>e</sup> siècle : le morcellement de la terre en un nombre considérable de petites parcelles. A Tohogne et Palenge, sur la rive gauche de l'Ourthe où le sol est le meilleur, la plus grosse propriété ne dépasse pas 27 hectares labourables en trois « saisons » : 9 hectares seulement sont labourés chaque année <sup>(15)</sup>. Trois « censes » seulement ont cette importance, ce sont celles de propriétaires fonciers, tels Evrard Sarter, prévôt et Quelin Le Jeune, greffier. A Barvaux les propriétés déclarées par les laboureurs vont de 3 à 9 ha cultivés en 3 ans, les autres déclarants, notamment des manouvriers, cultivent de plus petites parcelles et une dizaine semblent ne disposer que d'un modeste jardin.

### 3. — La production agricole

#### a) *Les céréales.*

Au XVI<sup>e</sup> siècle, les habitants de la Terre de Durbuy ont cultivé en ordre principal l'épeautre et l'avoine, en ordre secondaire le seigle appelé *regon* <sup>(16)</sup> et l'orge, mais à peine le froment.

Des études récentes ont mis en évidence l'importance de la culture de l'épeautre au Condroz, dans le Namurois et même en Hesbaye.

« En bref, dit J. Ruwet, au Condroz la récolte comprend de l'épeautre en ordre principal et accessoirement du seigle » aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> s. et il ajoute : « Il faut d'abord noter l'importance de l'épeautre dans l'économie agraire liégeoise d'ancien régime. L'épeautre occupait dans les champs du pays de Liège, la Hesbaye mise à part, la place réservée aujourd'hui au froment. Son rôle était primordial. C'était le blé le plus commun. Si l'on en doutait, il suffirait de souligner que l'effraction du clergé primaire, grand propriétaire de terres situées autant en Hesbaye qu'ailleurs, est basée sur l'épeautre <sup>(17)</sup> ».

<sup>(15)</sup> On connaît la pratique de l'assolement triennal qui laissait en jachère le tiers de la surface cultivable et exigeait, dans un même quartier, la rotation des cultures. En 1766 encore, la même note revient dans les tabelles des déclarants : tant de journaux de terre labourable en « seigle et épeautre la 1<sup>re</sup> année, avoine la 2<sup>e</sup>, reposent la 3<sup>e</sup> ».

<sup>(16)</sup> L'épeautre s'appelle *del blé*; le seigle se dit *soille*, *regon* ou *r'gon* du germ. *roggen*. Le receveur de 1380 écrit *rogon*. C'était le seigle qui se semait après l'essartage.

<sup>(17)</sup> Dans *Cahiers d'Hist. des Prix*, Centre Interuniv. pour l'Hist. des Prix et salaires en Belgique, II, Louvain 1957, p. 84 et p. 99.

Dans *Marché des Céréales à Ruremonde, Luxemb., Namur et Diest aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> s.*, Publications Universit. de Louvain, 1966, p. 283 et sv., M<sup>lle</sup> Ladrier note que « l'épeautre est de loin la céréale principale » dans le Namurois et qu'au XV<sup>e</sup> s., « on ne règlemente à Namur que le poids du pain d'épeautre » (p. 284 n. 4) tandis qu'au XVII<sup>e</sup>, il ne sera plus question que du pain mêlé (seigle et froment) ou du pain de seigle pur.



On peut en dire autant de la culture de cette céréale dans la Terre de Durbuy.

En 1400, c'est un muid d'épeautre que le seigneur de Durbuy offre aux « povres malades del heest » <sup>(18)</sup>. De 1388 à 1620, ce sont des miches d'épeautre qu'on donne aux faucheurs et aux gens de corvée <sup>(19)</sup>, et on moud de l'épeautre, sur l'ordre du receveur, pour faire le pain qu'on mange « sur le château ».

En 1577-1578, selon le rapport de Raes Stordeur, commis aux vivres du camp de Bomal, il est livré 140 muids d'épeautre à « Anthoine Velazque pour convertir en pain d'ammunition » destiné aux soldats du camp ou expédié à la garnison de Namur, mais on livre aussi 12 muids de seigle <sup>(20)</sup>. En 1601, « le compteur (c'est le receveur qui présente son compte) a fait moudre et mettre à l'ammunition du chasteau environ 22 muids de farine de spelte et aussy pareillement 26 st 1/2 farine de regon » <sup>(21)</sup>.

Les dîmes et redevances variées se paient en épeautre et en avoine dans la région ouest de la Terre de Durbuy et en avoine seulement à l'est de l'Aisne, de Fanzel et Amonines à Vaux-Chavanne, c'est-à-dire « en terre d'Ardenne » <sup>(22)</sup>. Le fait doit être noté, car si le froment se cultive exceptionnellement à Ny, le seigle dont il est déjà fait mention dans le Livre Terrier de 1314, ne figure jamais à titre de dîme dans les comptes des receveurs si ce n'est dans le quartier de Grandménil et ce sera vrai jusqu'à la fin de l'ancien régime <sup>(23)</sup>. A partir de 1547, cependant, on relève sous la rubrique *Redevance des moulins*, une recette de 62 muids de seigle : elle vient au seigneur des meuniers locataires de ses moulins qui jusqu'en 1626, paieront désormais en seigle.

Il est clair que, même si les comptes n'en font pas état, la culture du seigle est en progrès constant et nous avons vu qu'il entre dans la composition du pain en 1577 et 1601.

<sup>(18)</sup> C. 1400 f° 20 v°. Il s'agit d'une léproserie, près de Tohogne. (Cf. G. NINANE, *La maladrerie de « La Haise » à Tohogne*, dans le *Bull. trim. de l'Inst. archéol. du Lux.*, Arlon, 1941, pp. 3-18.)

<sup>(19)</sup> C. 1388 f° 3; C. 1400 f° 21; C. 1528 f° 45 v°; C. 1574 f° 43; C. 1620 f° 110.

<sup>(20)</sup> Arch. Gén. Roy, Ch. des Comptes, n° 25274.

<sup>(21)</sup> C. 1601 f° 76.

<sup>(22)</sup> « ceux demorant en terreur de spelt... en terreur d'avoyne : C. 1499 f° 19 et 21 v°; « par dela la hez de Werisse laquelle doit awoen en lieu de blez » : C. 1537 f° 14. — En 1528, dans son testament, Collart de Blier fait la distinction suivante : « ung journal de terre a bled et 2 journals de terre d'Ardenne » (Cour de Soy, 1512-1571, f° 24).

<sup>(23)</sup> Le Livre Terrier (GROB et VANNÉRUS, *o. c.*, pp. 547, 550, 551) mentionne des paiements en seigle, mais les convertit en épeautre. En 1766, le duc d'Ursel déclare cultiver de l'épeautre et du seigle, mais il ne reçoit que des dîmes d'épeautre et d'avoine.

En 1635, pour la première fois à Durbuy, c'est du pain de seigle et non plus de celui d'épeautre que la cour fixe le prix (à 5 patars) <sup>(24)</sup>, mais en 1652, c'est encore celui du pain « de bonne espeautre et bien cuit » qui y est réglementé <sup>(25)</sup>.

Progressivement, le seigle prendra la place de l'épeautre. En 1766 le Comte d'Ursel les cite sur un pied d'égalité. En 1827, même en région d'Ardenne, le seigle l'emporte. Il est vrai que la fumure a fait des progrès, que la culture de la pomme de terre est intervenue dans l'entretemps et a joué son rôle dans l'orientation de l'agriculture <sup>(26)</sup>.

La culture de l'orge et du froment est insignifiante au XVI<sup>e</sup> siècle et les archives n'en révèlent que quelques traces <sup>(27)</sup>.

La question est de savoir si ces céréales panifiables suffisaient à alimenter la population.

Un calcul rapide montre que c'est d'extrême justesse qu'au cours des années de production normale, elle peut assurer la soudure entre deux récoltes. Sur les 20.000 hectares de Durbuy et des quatre cours (nous ne savons rien au sujet des récoltes des seigneuries foncières), 7.000 environ sont cultivés auxquels s'ajoutent des terres essartées qui produisent du seigle à intervalles plus ou moins réguliers. Si l'on en décompte le tiers que l'assolement triennal laisse en jachère, c'est 4.700 hectares environ qui sont cultivés dont la moitié, vraisemblablement en épeautre. Si l'on estime le rendement de l'hectare à 3 muids 1/2, la production en épeautre peut être évaluée à  $3 \text{ muids } 1/2 \times 2.350 = 8.225 \text{ muids}$  moins la dîme = 7.400 muids, soit vers les années 1570-1575, pour 4.000 habitants, 1,85 muid par tête ou 450 litres environ ou encore 198 kg de grain, le poids spécifique de l'épeautre étant de 44 kg à l'hectolitre. On peut ajouter à cela une certaine quantité de seigle, mais nous n'en tiendrons pas compte parce que nous la supposons égale, à cette époque, à celle des grains que l'on met en réserve pour l'ensemencement.

Scholliers estime à 200 kg la quantité de grain nécessaire à assurer 470 gr de pain et  $\pm 1.5$  litre de bière par jour et par tête <sup>(28)</sup>.

On voit par là que la population de la Terre de Durbuy est à la merci des intempéries et des réquisitions et il est vraisemblable qu'elle a dû, en maintes occasions, au cours du XVI<sup>e</sup> siècle et au début du XVII<sup>e</sup>,

<sup>(24)</sup> Durbuy, Ville et Franch., Rôle 1636-1642 f° 22.

<sup>(25)</sup> Ibid., 1652, f° 37.

<sup>(26)</sup> Philippin note dans son *Memento* (Administr. Communale d'Amonines, f° 9) qu'on sème par an 20 rasières (hectolitres) d'épeautre, 30 de seigle, 120 d'avoine, 300 de pommes de terre.

<sup>(27)</sup> Orge : Livre Terrier, o. c., p. 550 le cite de même que C. 1541 f° 21 v°. Il entre dans la fabrication de la bière (C. 1539 f° 33 v°; C. 1541 f° 36). Froment : on a fait des essais de culture du froment à Durbuy, infructueux sans doute (C. 1541 f° 64 v° : « pour achapter à Huy 8 st de blan froment pour semer au grant jardin »).

<sup>(28)</sup> E. SCHOLLIERS, *Loonarbeid en Honger. De Levenstandaard in de XV<sup>e</sup> en XVI<sup>e</sup> eeuw te Antwerpen*, 1960, p. 267. — En 1813, Philippin (o. c.) fait la même estimation.

se procurer du blé à l'extérieur <sup>(29)</sup> à moins que la farine d'avoine n'ait pu lui servir d'appoint en cas de nécessité <sup>(30)</sup>.

On peut toutefois conclure de ce qui précède que la Terre de Durbuy ne connut pas l'abondance et qu'il fallut beaucoup de travail et d'ingéniosité à ses habitants pour faire pousser sur un sol ingrat les céréales nécessaires à leur subsistance, mais il faut remarquer qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, les biens des communautés sont intacts, que les afforains ne se sont pas encore approprié les meilleures terres comme ce fut le cas au XVII<sup>e</sup> siècle, que l'industrie métallurgique, la vente de bois et de minerai ont créé une certaine euphorie de 1525 à 1575 et de 1595 à la fin de la Trêve de Douze ans, et que la plupart des ménages ont leur lopin de terre et leur bétail qui les mettent, dans une certaine mesure, à l'abri des surprises.

#### b) *Ressources autres que les céréales.*

Un document du début du XVII<sup>e</sup> siècle auquel nous avons déjà fait plusieurs allusions, nous donne une idée approximative des ressources des villages. Nous le résumons dans le tableau ci-joint.

Ce dénombrement concerne 600 habitants environ, mais il convient de signaler tout d'abord ses lacunes : n'y figurent pas les biens des communautés, ni ceux des gentilshommes (les De Presseux de Tohogne qui tiennent une des 4 Franches Maisons de la Terre de Durbuy, les frères Marckloff) ni ceux du seigneur hautain, du sergent, d'autres sans doute.

Trois habitants de Tohogne sont les seuls à signaler leurs brebis et il n'est pas question des porcs qui n'étaient recensés que lorsque la glandée était bonne.

D'autre part, si les chiffres de population, de logements paraissent sûrs, il n'en va pas de même pour les terres cultivées, car, à titre d'exemple, il n'est pas possible qu'il n'y ait à Barvaux et Bohon que 80 bonniers de

---

(29) Il faut cependant constater que les archives ne nous apportent rien au sujet de cette importation, même au cours des années difficiles 1575 et 1595 alors que deux édits de la Ville de Durbuy ordonnent aux détenteurs de céréales de les vendre aux seuls gens du pays (Durbuy, Magistrat, 1546-1794 f<sup>o</sup> 170; Durbuy, Ville et Franch. 1594-96 f<sup>o</sup> 16). Nous trouvons au contraire des traces d'exportation : en 1538, Henri Oudon d'Esneux (C. 1538 f<sup>o</sup> 34) et en 1541, deux marchands d'Esneux et de Hamoir (C. 1541 f<sup>o</sup> 27) achètent de l'épeautre au s<sup>r</sup> de Durbuy. En 1577-78, on prélève sur les greniers 140 muids d'épeautre (cfr plus haut). Les frères Bovet sont attirés en justice pour avoir exporté du grain (H. C. Pl 1576 f<sup>o</sup> 5, H. C. Pl f<sup>o</sup> 31) et Nic. de Blier demande en 1609 que soit levée l'interdiction d'exporter préjudiciable aux Archiducs : A. G. R. Ch. des Comptes, n<sup>o</sup> 6235 f<sup>o</sup> 132.

(30) Et. Hélin dans *Cahiers d'Histoire des Prix*, III, 1958, p. 191, fait remarquer qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'avoine continue à jouer un rôle non négligeable dans l'alimentation humaine et (note 13) notamment en Ardenne septentrionale. Certains comptes de receveurs citent la farine d'avoine (C. 1548 f<sup>o</sup> 36, C. 1609 f<sup>o</sup> 71, etc.) sans qu'il soit dit à quel usage elle est destinée, mais un texte de 1641 fait allusion à un vol de 3 petits pains d'avoine : H. C. Pl 1641 150 v<sup>o</sup>.



## TABLEAU III

« DÉNOMBREMENT DES SUJETS ET MOIENS »  
DES VILLAGES DE TOHOGNE, PALENGE, BOHON ET BARVAUX  
(Cour Féod. 1504-1793, année 1611).

	Tohogne	Palenge	Bohon	Barvaux	TOTAL
Chefs de ménage cités	37	14	5	72	128
Déclarants	35	14	5	55	109
Maisons	33	12	5	51	100
Locataires	3	4	—	6	13
Cortils	30	?	?	43	73
Chevaux	28	11	16	59	114
Ont au moins 1 cheval	12	4	4	27	47
Bœufs, b. de charrue	34	14	13	37	98
Ont au moins 1 b. de charrue	17	4	4	29	54
Bêtes à cornes	105	23	20	125	273
N'ont pas de vache	5	3	0	11	19
Ont un fief	11	2	5	24	42*
Terres cultivées par saison (en bonniers)	68½	31	25	55½	180

REMARQUES : A Barvaux ne sont pas mentionnées les habitations de 11 pauvres et mendiants, du meunier, du seigneur, d'un censier, du chapelain, du sergent, de 2 herdiens, de 2 laboureurs, de 2 pauvres de Humin. — Il n'est pas fait mention des porcs, des chèvres, des moutons assez nombreux dans le pays.

\* Relevés dans le Dénombre de 1610 devant la Cour Féodale.

terres arables par saison (c'est-à-dire une année sur trois), au total donc  $80 \times 3 = 240$  bonniers ou 223 hectares environ, alors que la superficie de ces deux villages est de 1.344 hectares dont 450 environ (le tiers) sont vraisemblablement cultivés puisqu'on évalue à deux tiers la superficie des bois et des landes dans l'ensemble de la région.

Mais on peut constater que :

- 91 % des ménages possèdent leur maison, 9 % sont locataires.
- 81 % ont un jardin, un cortil, où ils cultivent leurs légumes, du chanvre, du lin.
- 33 % sont des fiefés, des privilégiés exempts des communs services ou jouissant de certains avantages.
- Il y a 212 bêtes de trait, dont 114 chevaux, dans les 4 villages affectés à la culture de 180 bonniers  $\times 2 = 360$  ou 330 hectares déclarés et aux transports.
- 82,5 % des ménages ont au moins une vache; 17,5 % ont vraisemblablement des chèvres et des moutons <sup>(31)</sup>.

---

<sup>(31)</sup> Le mouton est la bête qui trouve le plus facilement sa nourriture dans les jachères et les landes. Liège achetait des moutons dans la Terre de Durbuy. (Cfr H. C. Pl 1581 f° 126 v°.) A titre d'indication, il y a, en 1766, 800 moutons environ dans les 4 villages et près de 5.000 dans la Terre de Durbuy.

Nous ne connaissons pas le nombre des porcs de ces 4 villages, mais nous avons à ce sujet quelques témoignages précis : le receveur de 1499 (f° 12-14 v°) en signale 3.792 à la glandée pour la Terre de Durbuy, celui de 1542 (f° 15-15 v°), 3.665, etc. Antoine de Spa affirme en 1614 qu'on envoyait avant la coupe extraordinaire des bois de 3.000 à 4.000 porcs à la glandée. Il semble donc qu'il y a au XVI<sup>e</sup> siècle de 1/2 à 1 porc par tête d'habitant dans l'ensemble de la Terre de Durbuy. Les pauvres qui n'ont pas de porc peuvent ramasser de la faine.

Les villages dont nous parlons ignorent l'industrie métallurgique et leurs bois sont pauvres. Il est certain que les habitants de la vallée de l'Aisne sont mieux lotis et que les bois, riches à l'époque, les minières et les forges leur apportent un supplément appréciable de ressources variées.

Enfin, il ne faut pas oublier que les biens communaux et les droits d'usage sont à ce point précieux que les manants ont, jusqu'à la fin de l'ancien régime, âprement bataillé pour les sauvegarder.

#### 4. — Evolution de l'agriculture

Les déclarations des habitants des quatre villages sont susceptibles de nous apporter quelques clartés sur l'évolution de l'agriculture et de la vie économique de la région.

Les professions déclarées par 129 chefs de ménages se répartissent comme suit :

TABLEAU IV

##### RÉPARTITION DES HABITANTS SELON LEUR PROFESSION.

	Tohogne	Barvaux	Palenge	Bohon	TOTAL
Censiers	1	1	2	4	8
Laboureurs	5	18	7	—	23
Manouvriers	12	18	1	1	37
Commerçants	5	1	1	—	5*
Tailleurs	1	3	2	—	2
Menuisiers	1	3	1 herdier	5	1
Bateliers	3	1	—	—	3
Maréchaux	1	2	14	—	3
Charrons	4	7	—	—	3
Brasseurs	1 gentilhomme,	1 chapelain,	—	—	3
Meuniers	1 prêtre,	1 sergent,	—	—	2
Veuves	1 marlier,	2 herdiers,	—	—	14
Autres	1 franc-bourgeois	1 messenger,	—	—	25
TOTAUX	37	11 pauvres et mendiants, 4 non qualifiés	—	—	129

\* Les 5 commerçants de Tohogne sont : 2 bouchers-merciers, 2 taverniers, 1 marchand de bêtes.

1° — Nous avons affaire à une région purement agricole, d'où la métallurgie est absente. Seul, le village de Barvaux a une activité particulière : la batellerie. On n'y trouve que 3 bateliers c'est peu, semble-t-il ; il s'agit sans doute de 3 « patrons » qui emploient des ouvriers et notamment des menuisiers et des tonneliers. Il est assez étonnant de ne pas voir mentionner de commerçants et de taverniers ni de charrons dans ce village qui est un relais connu où les charretiers viennent de loin entreposer leurs marchandises destinées à Liège.

2° — N'est signalée que la profession principale du chef de famille, mais tel manouvrier pouvait être tisserand ou maçon et les fils du laboureur ou du manouvrier pouvaient exercer un métier.

3° — Ce relevé n'offre donc qu'un intérêt relatif en matière d'activités professionnelles : il est partiel d'abord, différent de celui qui concernerait un village de la vallée de l'Aisne et, enfin, il est bien caractéristique de l'époque, car il faudra attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle pour voir figurer dans les recensements les différents hommes de métier dont l'existence est attestée par ailleurs depuis longtemps par la formule connue : charpentier, maçon, serrurier, etc., « de son style ».

Voyons cependant de plus près les déclarations de ceux qui figurent dans ce tableau : elles montrent comment a évolué la vie agricole.

Ces 8 censiers (6,2 % des chefs de ménages) n'exploitent pas leurs terres dans les mêmes conditions. Tels labourent de 6 à 10 bonniers par saison « à moitié », autrement dit : ils jouissent de la moitié de la récolte ; tel autre qui se dit laboureur, cultive 10 bonniers par saison : une partie « par ferme » et, « à moitié » le cheruaige de Guill. de Marteau. Il paie un fermage sur une partie des 10 bonniers ; il a la moitié de la récolte de l'autre partie. C'est un contrat de type mixte et ceci explique sans doute qu'il s'appelle laboureur plutôt que censier.

Le censier de la Demoiselle de Serinchamps laboure à Bohon 4 bonniers par saison avec ses chevaux, mais il possède avec elle 4 vaches. Deux autres « tiennent la moitié du fruit » : l'un cultive avec 4 chevaux et 2 bêtes de charrue qui appartiennent au propriétaire, l'autre possède à moitié avec son maître 4 bêtes de charrue et 6 bêtes à cornes.

Mélange donc de fermage et de métayage, accord bilatéral non plus de seigneur à sujet, mais de propriétaire à locataire.

Ces 8 censiers cultivent 40 % des terres arables des 4 villages réunis mais ce pourcentage élevé, qui n'est pas valable pour l'ensemble de la Terre de Durbuy, est exceptionnel ; il est dû au fait que les terres de Palenge et de Bohon qui comptent parmi les plus anciennes tenures nobles sont restées plus ou moins groupées.

Toutes ces terres confiées à des censiers sont fiefs et la plupart exemptes de dîmes, leurs occupants sont francs de droit d'assise et des communs services.

Les 23 laboureurs (18 % des chefs de ménages) sont de petits propriétaires qui cultivent pour leur compte de 2 à 3 bonniers, parfois même



4 ou 5, avec des chevaux et des bêtes de charrue qui leur appartiennent. Ils paient un cens sur leurs tenures qui sont, en règle générale, roturières, mais 11 d'entre eux tiennent aussi des terres en fief et les déclarent à l'occasion du Dénombrement de 1610 devant la Cour féodale. Ils cultivent approximativement 25 % des terres arables.

Les 37 manouvriers (28,9 %) ne cultivent que quelques journaux pour eux (biens censaux et bien féodaux : 10 font une déclaration de leurs biens féodaux devant la Cour féodale en 1610). Mais ils louent leurs services à d'autres. Quels services? On voudrait le savoir avec plus de précision. C'est parmi eux que se recrutent les journaliers, qui travaillent chez les agriculteurs, les ouvriers des bois et des minières, les charretiers, les travailleurs temporaires.

Tel se dit manœuvre et charretier; tel autre est manœuvre, mais fait labourer 1 bonnier par saison, alors qu'il possède 2 chevaux sans doute affectés au transport (Déclaration Jean Artus).

21 (16,4 %) se disent commerçants ou artisans (voir le Tableau IV).

14 (11 %) sont veuves. Restent 25 personnes citées nommément (19,5 %) mais 21 ne font pas de déclaration.

La catégorie la plus importante, celle des manouvriers, doit retenir l'attention.

Le droit d'assise est la redevance annuelle qui se paie sur le terrain où l'on assied sa maison et ses dépendances immédiates. Pour les receveurs du domaine, le manouvrier est, jusqu'au début du XVI<sup>e</sup> siècle, celui qui, ne disposant pour gagner sa vie que de ses mains, paie comme droit d'assise 1 crombster, 1 poule, 1 stier d'épeautre ou d'avoine selon la région, tandis que paie un droit d'assise double celui qui se sert d'une charrue et de bêtes de trait. La distinction est ancienne : elle est faite dès le premier compte connu, celui de 1314. Mais l'un et l'autre sont astreints aux communs services.

En 1538, Boisot voit dans le manouvrier celui qui doit ces communs services. Mais à partir du compte de receveur de 1541, paie le droit d'assise « le ménage faisant feu » à moins qu'il ne soit « franc ou de fief » et il s'avère que le manouvrier est alors celui qui accomplit un travail non spécialisé. Il peut être possesseur d'un cheval dont il se sert aussi bien pour la culture de sa tenure que pour d'autres travaux. En 1571, le gruyeur qui accorde le droit de panage permet cette année-là aux seigneurs fonciers et gentilshommes, aux laboureurs tenant pleine charrue et aux manouvriers d'envoyer respectivement 8, 4 et 2 porcs dans les Bois du Pays <sup>(32)</sup>. Laboureur, terme nouveau, désigne alors l'agriculteur qui, comme nous l'avons vu dans le recensement de 1611, cultive pour son compte et manouvrier désigne le journalier qui prête ses services.

---

(32) A. G. R. Fonds d'Ursel L. 863 aux dates 24-9-1571 et 28-9-1573.



Ces différents sens du mot manouvrier marquent des étapes de l'évolution du mode de travail.

Dans les quatre villages considérés par le recenseur de 1611, les censiers disposent de 30 chevaux, les petits propriétaires appelés laboureurs de 54, les manœuvres de 19, les autres de 11.

Le cheval est devenu un auxiliaire banal de tous. Il faut donc souligner aussi l'importance que prennent les bêtes de trait et en particulier les chevaux dans l'évolution des conditions de travail du XV<sup>e</sup> siècle au début du XVII<sup>e</sup>. Le transport est d'ailleurs devenu dans le nord du Luxembourg une activité d'appoint qui a toute son importance.

Pouvait-il en être autrement si les maîtres de forges qui, aux débuts de l'industrie métallurgique pouvaient se suffire à eux-mêmes, durent dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle faire appel à une main-d'œuvre plus nombreuse pour extraire et amener le minerai, abattre et transporter plus de bois aux fourneaux, livrer le fer à Liège, pour produire et transporter plus de charbon de bois, etc.?

L'évolution de la production et celle de l'agriculture allaient de pair. Un certain nombre de roturiers qui avaient arrondi leurs biens et exploitaient une petite entreprise métallurgique ou forestière tout en restant des agriculteurs, ne se différenciaient plus des nobles par leur mode de travail. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, nous venons de le voir, la distinction qui se fait entre les gentilshommes qui ont des censiers (certains roturiers en ont aussi, il est vrai), les laboureurs et les manouvriers tient moins à un statut social et juridique strict qu'à l'étendue des terres cultivées par les uns et les autres et au rôle de plus en plus précis que jouent les manouvriers, salariés temporaires, que sont devenus de nombreux hommes de ce pays.

Sans doute les institutions médiévales pèsent-elles encore de tout leur poids sur l'évolution, sans doute les biens communaux si nécessaires aux manants leur imposent-ils encore ces pratiques communautaires qui ne sont pas près de disparaître, mais il est évident que l'individu prend de lui-même une conscience plus claire et que son statut est mieux assuré au point que la petite entreprise roturière est devenue une réalité économique et sociale au XVI<sup>e</sup> siècle.

## C. — LES BOIS

### 1. — Superficie et dénomination

La forêt occupe globalement un peu moins du tiers de la superficie de la Terre de Durbuy, environ 9.000 hectares, c'est-à-dire un peu plus que ne le dit Boisot en 1538 qui l'estime à « 3 lieues de long et une lieue de large ou environ ».

Nicolas de Blier qui en a fait dresser vers 1620 une carte par les frères Bersacques donne dans un de ses comptes la superficie des princi-

paux secteurs de Viné : 390 arpents, Grandmont : 485, Alaster 346, Bois du Pays 4.816 hectares, auxquels il faut ajouter les 272 arpents des bois d'Arlogne, du Consy, de Betomont et Bodriheid notamment <sup>(33)</sup>. Au total donc, 6.312 arpents ou 3.166 hectares. Mais il ne s'agit là que des bois appartenant au seigneur hautain. Les bois appartenant aux seigneurs fonciers, aux communautés et aux particuliers totaliseraient près de 6.000 hectares (voir la carte ci-jointe).

Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, on appelle Bois du Pays, ces bois d'un seul tenant qui, de Hoursinne à Grandménil vers l'est et de Hoursinne à Amoinnes vers le sud, couvrent une superficie de 2.400 hectares environ. Mais au XVI<sup>e</sup> siècle, l'appellation s'étend à tous les bois des quatre cours ainsi qu'à ceux d'Alaster et de Grandmont : « ens bois du Seigneur et de pays » dit un acte de la Haute Cour de 1538 <sup>(34)</sup>, et le Record sur les Bois de 1560 ne laisse aucun doute à ce sujet : il dit qu'on n'a jamais « oyū nommer les dits bois » (cités par Boisot) <sup>(35)</sup> « aultrement sinon les bois du pays ». Vers 1600, des députés de la cour de Barvaux protestent contre le nom que l'on donne à certains bois des environs de Wéris : la heid de Wéris. Tous les habitants de la Seigneurie, affirment-ils, y compris les bourgeois de Durbuy ont leurs droits sur les bois de la rive gauche de l'Aisne de Roche à Fresne à Oppagne, ils appartiennent « aux inhabitans dessus dits en général et non à aucuns en particulier » ; ils sont bel et bien bois du pays <sup>(36)</sup>.

En somme, on dit « les bois du pays » comme on dit « les hommes du pays », c'est-à-dire de la Terre de Durbuy et l'ordonnance du 9 juin 1590 <sup>(37)</sup> confirme cette appellation en étendant ses interdictions à l'ensemble des terres boisées : « es bois et forestz nommez les bois du pays » et les coupes extraordinaires se feront aussi bien en Alaster, Beffe, Betomont et Viné que dans ce qu'on appelle en 1968 les Bois du Pays.

## 2. — Les droits d'usage

Le seigneur hautain peut faire des coupes dans les bois qui lui appartiennent et vendre le bois abattu ; il prélève sur les bois des fonciers, des villages et des particuliers le tiers denier de tout ce qui s'achète : cordes de bois, charbon de bois, écorces : c'est son droit de hautban qui s'exerce sur tout ce qui y est pris « pour faire denier valoir » ou encore pour en

---

<sup>(33)</sup> Compte de Blier 1620-1621 f° 129; cf. C. 1625-1626. L'arpent de bois est de 400 verges de 12 pieds 11 pouces de St-Lambert = 50 ares 16 centiares.

<sup>(34)</sup> H. C. 1537-1543 f° 8 v°.

<sup>(35)</sup> Viné, Montignoule, Delle moule, L'aire d'oiseau, Mosaire, Betomont, Taille le Mignon, Fastréval, Grandmont, Alaster, bois de Beffe (Arlogne), Rasière, Groffoy. Voir la carte.

<sup>(36)</sup> Durbuy, Papiers Quelin le Jeune, sans date, mais les députés Engl. de Presseux et Ant. de Longueville permettent de dater cette requête de l'an 1600 environ.

<sup>(37)</sup> Durbuy, Gruerie, 1538-1618, à la date.

« faire un prouffict » <sup>(38)</sup>. Enfin il lève le droit de panage sur tous ceux qui n'en sont pas exempts.

De leur côté, les manants posent en principe que la jouissance des bois dans leur ensemble leur revient : ils y ont ces droits d'usage qui sont « de toute ancienneté » et on remarquera que le Verbal Boisot ne les conteste pas, même s'il regrette que certains bois aient beaucoup souffert et perdu de leur valeur.

Les manants ne sont « propriétaires » que des bois communaux, comme sont propriétaires des autres bois le Seigneur, les Seigneurs fonciers et certains particuliers. Mais en tant qu'usagers des bois qui ne leur appartiennent pas, les manants ont des droits de jouissance très étendus.

Les droits des usagers sont les suivants :

— *le droit au bois de chauffage*, au maubois (les arbres qui ne portent pas de fruits) aux ventoirs (arbres abbatus par la tempête), aux houp-pies (tête ou cîme de l'arbre),

— *le droit au bois de construction* : celui qui est nécessaire à la construction de l'habitation et de ses appendices : étables, granges, hangars, forge même <sup>(39)</sup>,

— *le droit au bois d'agriculture* destiné à la fabrication des instruments dont se sert l'agriculteur,

— *le droit d'essartage* dans la forêt là où on a fait une coupe et où il reste des arbres qu'il convient de respecter. Les manants qui en ont demandé l'autorisation sèment dans le sart préparé <sup>(40)</sup> du regon, puis de l'avoine et quelques années plus tard, y récoltent le genêt,

— *le droit de panage ou de paisson* leur permet d'envoyer des porcs, moyennant une faible rétribution, dans la forêt sous la garde des porchers assermentés désignés par les plaids généraux qui se tenaient fin septembre. Chose curieuse, ce sont ces mêmes plaids qui doivent donner au seigneur hautain l'autorisation de constituer une sonre et qui fixent le nombre de porcs qui la composeront, selon l'importance de la haute fleur ou paisson qui est, selon la formule, suffisante, bonne et pleine ou même nulle <sup>(41)</sup>,

---

<sup>(38)</sup> Voir notamment C. 1527 f° 17 v°.

<sup>(39)</sup> H. C. Pl 1554-1555 f° 24 v° : le manant Hub. de Blier demande et obtient du bois pour édifier sa forge.

<sup>(40)</sup> On trouvera dans L. LEFÈVRE, *Les Droits d'Usage dans la Forêt d'Ardenne*, 1754-1795, Arlon, 1942, une description de l'essartage. Cet ouvrage de 94 pages commente avec bonheur et précision tous les droits d'usage.

<sup>(41)</sup> C'est le jour de la fête à Barvaux (fin septembre) que les porchers assermentés font leur rapport sur la paisson et que la répartition des sonres est décidée. En 1591, par exemple, le gentilhomme peut envoyer 8 porcs dans les Bois du Pays, le laboureur et le manouvrier 2, le Sr de Durbuy 350; les pauvres pourront « rassembler de la fayne » : H. C. Pl 1591 f° 197, 198, 204 v°. — La période de la paisson va de fin octobre à la Chanteleur (2 février). Il arrive, quand le gland est particulièrement abondant, qu'on distingue deux périodes : la vive paxhon et la morte paxhon, voir C. 1499 f° 12 v°, 14 v°.



— *le droit de vaine pâture* ou de pâturage sur les domaines du Seigneur et des communautés selon lequel les manants font paître dans la forêt et dans la lande *tout* le bétail, à l'origine du moins et à condition que la forêt soit protégée. Ce droit se pratique dans les bans des villages, mais il peut se combiner avec *le droit de parcours* en vertu duquel les herdiens conduisent les bêtes sur les bans voisins après accord avec ceux-ci.

On voit quelle est l'importance de ces droits d'usage sur la forêt et s'il est impossible d'en estimer la valeur en argent, on se rend compte de la place que prennent ces avantages garantis par la Coutume dans le budget des ménages de la Terre de Durbuy : le chêne, c'est l'ossature de la maison paysanne dont le bois blanc lui-même fait les parois; le hêtre, c'est le matériau de ses véhicules et instruments agraires, les auges de ses bêtes; la raspe de hêtre, la clôture de son cortil et du village. Le gland nourrit ses porcs, la faîne lui donne son huile ménagère; la vaine pâture, c'est la vie assurée de son bétail; les sarts de la forêt lui donnent le seigle de son pain, puis le genêt qui est la litière de ses bêtes avant d'être le fumier de ses terres. La forêt, c'est même, ajoutons-le, le gibier braconné. Elle ne produit rien qui n'intéresse le manant. Il y fait des écorces, du charbon de bois, y extrait le minéral.

### 3. — La bataille autour des bois

Ces bois qui constituaient la vraie richesse de la Terre de Durbuy ne laissaient personne indifférent : ni l'administration centrale, ni le seigneur engagiste, ni les seigneurs fonciers, ni les manants, ni les étrangers surtout quand ils étaient maîtres de forges.

C'est dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle que s'alluma, autour d'eux, un conflit qui opposa au seigneur engagiste et au pouvoir central les manants dont nous venons de voir combien leur étaient précieux les droits d'usage.

En 1538, la Haute Cour avait lancé un avertissement à tous les maîtres de forges qui commettaient des dégâts dans les bois; elles les avait sommés « de comparoir à Durbuy pour dire et enarrer les raisons par quoy ils follent et à quel titre » <sup>(42)</sup>, mais les droits du Seigneur et des manants étaient réaffirmés. Quand la Seigneurie fut engagée à Jean d'Oostfrize, il en alla autrement.

Les servitudes consenties par le Souverain sur le domaine boisé ne furent réellement mises en question que vers 1560 quand le seigneur hautain put exciper de la menace que faisait peser sur la forêt la dilapidation de ses richesses par les maîtres de forges. Cette année-là, les mam-bours des 4 cours comprenant le danger demandèrent un record « de tous

---

(42) H. C. 1537-1543, f° 8 v°.

et quelconques privilèges et usances qu'ils ont ou peullent avoir des bois de la Terre et Seigneurie », affirmant que « parmy demandant gré et faisant l'obéissance à ung prévost de Durbuy les inhabitans et surceans des 4 cours ont tousiours prins des bois pour eulx ayssessier (en user) en toutes leurs necessitez *sans toute fois faire le denier valoir* <sup>(43)</sup> ».

Les manants demandaient un record parce qu'ils se sentaient menacés dans leurs droits coutumiers. De son côté, Jean d'Oostfrize se montrait vétilleux et soucieux d'accroître ses revenus. Son drossart, Nicolas de Vervoz, entreprit une enquête qui fut longue : il rassemblait une documentation qui permit à Jean d'Oostfrize de porter l'affaire devant le Grand Conseil de Malines. En 1571, celui-ci prit position. Il publia les règlements du 29 oct. 1571 et du 2 avril 1572 <sup>(44)</sup>.

La longue bataille autour des Bois du Pays commençait. A vrai dire, il était impossible de concilier les intérêts des usagers, ceux des maîtres de forges et ceux du seigneur. Les bois n'étaient pas inépuisables et la solution sage eût été de sauvegarder leur croissance et leur richesse. Il eût fallu un homme qui eût défendu sans passion l'intérêt général. Le pouvoir central était loin et il se souciait avant tout, comme le seigneur engagiste, de faire rentrer l'argent.

Au même moment, on traita la question de l'exploitation des minières et c'est le 27 février 1572 qu'intervint le record des Terres et Minières <sup>(45)</sup>. Il prouve ou bien que, dans ce domaine aussi, il était nécessaire de mettre de l'ordre et de rappeler les délinquants à une stricte observance des règlements ou bien que le Seigneur avait voulu percevoir des droits que la Coutume ignorait.

De 1572 à 1590, tous les fourneaux s'étant éteints, la querelle autour des bois resta en veilleuse. On n'exploitait plus guère la forêt qu'à des fins domestiques, semble-t-il. Les relations avec Liège étaient devenues difficiles par le fait de la révolution des Pays-Bas et on attendait la reprise des affaires.

C'est alors que se produisit un événement qui allait avoir des répercussions sur la production métallurgique des années à venir, mais qui tout d'abord émut profondément la population : Alexandre Farnèse avait besoin d'argent et il décida une coupe extraordinaire des bois dans la Terre de Durbuy. Se sentant atteints dans leurs droits les plus chers, les manants s'organisèrent pour protester et l'affaire fut portée devant le Grand Conseil de Malines. On vit même les bourgeois de Durbuy vendre une pièce

---

<sup>(43)</sup> Le texte du record se trouve aux Arch. Etat St-Hubert, Durbuy, Gruerie 1538-1618. Cf. H. C. Pl 155:-1561 f° 74, 100, 138 : les délégués des 4 cours n'obtinrent le record qu'après deux démarches et à condition qu'ils paient la dépense des hommes féodaux convoqués en assemblée.

<sup>(44)</sup> Voir textes Durbuy, Gruerie 1538-1618 à la date.

<sup>(45)</sup> Texte dans LECLERCQ, *Coutumes...*, II, p. 35 et sv.

d'aisance en Chaply « pour subvenir aux despens de la deffence des bois du pays » <sup>(46)</sup>.

La sentence du 9 juin 1590 rejeta les demandes des manants : Sa Majesté se disait fondée à faire la coupe en laissant une quantité d'arbres suffisante pour assurer la paisson et l'usage du bois de chauffage, de bâtiment et d'instruments servant à labeur (= labour), « demeurant la dite Majesté entière de faire ultérieur abat ».

Le nouveau règlement du 3 août 1591 contenait des mesures de restriction et prévoyait des amendes, le tout avait eu l'approbation du seigneur engagiste, Maximilien d'Oostfrize. Il ne serait plus accordé comme bois de bâtiment que 2 ou 3 chênes et, s'il en fallait davantage, une attestation du charpentier était exigée. Il était défendu de couper du hêtre pour pallis et clôtures des jardins sauf à bouche de ville, le long de la herdavoie et des aisances où il convenait de planter des haies. La pâture des bêtes à cornes, des chevaux, des chèvres était réglementé; le droit d'essartage était contesté. Il était interdit aux charrons, brasseurs et boulangers de faire du bois.

Le dénonciateur des méfaits touchait le tiers de l'amende.

Maintes mesures étaient vexatoires et toutes lésaient gravement les droits des usagers que la tradition avait habitués à voir dans la forêt leur bien propre.

Le 2 février 1590, le Comte de Mansfelt, Lieutenant-Gouverneur et Capitaine Général, en l'absence de son Altesse, avait commis Vandeville « à l'instruction des différens meus par les manans », puis l'avait chargé de l'exécution de la sentence du 9 juin en rappelant les règlements de 1570 et 1572 qui étaient restés lettre morte <sup>(47)</sup>.

Jean Larmoyer, receveur du domaine de Marche, avait été chargé de mettre les coupes en vente, avait prêté serment le 16 mai 1591 et la veille, son beau-père Jean le Heuver de Fronville et son oncle Rasquin le Heuver de Bomal avaient versé une caution de 3.000 florins <sup>(48)</sup>.

En juillet, 32.544 arbres avaient été marqués et la coupe avait commencé à la grande colère des manants de la Terre de Durbuy et des bourgeois de Durbuy.

La première vente eut lieu le 29 juin 1593, la seconde le 17 janvier et la dernière, le 18 mars 1597. Les maîtres de forges étaient les principaux acheteurs. Lorsqu'on clôtura les comptes des trois premières ventes en 1600, leur montant s'élevait à 39.000 livres environ et le receveur général des finances du Roi, Godin, en avait reçu 35.000.

---

<sup>(46)</sup> H. C. 1590-1591 f° 25 v°.

<sup>(47)</sup> Tous ces documents sont rassemblés dans la liasse Durbuy, Gruerie 1538-1618.

<sup>(48)</sup> H. C. 1591, f° 81.



Le compte des ventes de 1602 se montaient à 15.400 livres y compris les gages des receveurs et marqueurs (1.350 livres). Au total, l'administration des finances avait pu toucher de 50 à 55.000 livres <sup>(49)</sup>.

Il est intéressant de relever dans le compte de Philippe de Nève certaines affectations imprévues de ces revenus. En 1601 et 1602, 5.400 livres et, en 1603, 3.783 vont « aux ouvraiges et réparations de la court en la ville de Bruxelles et à la maison de Boitsfort... aux frais et despens ordinaires de l'hostel de leurs Altesses » et 3.350 au paiement des arriérés dus à certains conseillers <sup>(50)</sup>. Il est vraisemblable que ce ne fut pas un secret pour les fonctionnaires de Durbuy et par conséquent pour la population et il est tout aussi vraisemblable que la nature de ces dépenses ne fut pas du goût des manants qui étaient encore sous le coup de la décision royale et des restrictions vexatoires de 1591. Le produit de la vente n'était pas destiné, à l'origine, à cet usage, mais qu'à cela ne tienne, l'argent était là : on s'en servait.

La situation politique avait évolué et, à l'arrivée des Archiducs, une certaine euphorie avait gagné Bruxelles où l'on semblait ignorer que le fait le plus important, parce qu'il engageait l'avenir, était la prospérité croissante des pays du nord et du port d'Amsterdam vers lesquels allaient s'acheminer les produits de la métallurgie en attendant que les suivent les hommes d'affaires et les techniciens attirés par la puissance économique hollandaise.

Quoi qu'il en soit, les droits d'usage des manants allaient s'amenuisant et la coupe extraordinaire avait eu des effets immédiats : ainsi, en 1604, malgré une « paxhon belle, bonne et plaine », la glandée avait diminué de deux tiers <sup>(51)</sup>. Malgré les promesses faites en 1591, on n'était revenu sur aucune des restrictions décidées alors et, en 1609, au contraire, on jugea bon de se montrer plus strict dans l'application des règlements parce que, les Archiducs ayant décidé de retirer aux d'Oostfrize l'engagère de la seigneurie, il fallait payer le rachat de la Terre de Durbuy.

En 1612, c'était chose faite et le prévôt N. de Blier avait réglé un compte de 20.400 florins, mais les coupes continuaient : dans son rapport du 10 janvier 1621, Pijnssen van der Aa constate que des congés ont été accordés pour l'abattage de 35.857 arbres de 1618 à 1620 dans les 4 cours et à Villers Ste-Gertrude <sup>(52)</sup>.

Comme nous le verrons plus loin, la bataille, qui opposait les manants au prévôt de Durbuy, Nicolas de Blier, avait pris, vers 1610, un tour plus aigu et sa première phase se termina par la publication de l'édit de 1617

---

<sup>(49)</sup> A. G. R. Ch. des Comptes, n° 6236; 6237; 628 : comptes V<sup>e</sup> Larmoyer et Ph. de Nève. On trouvera plus loin la liste des adjudicataires des bois. Sur 83.786 cordes, 37,8 % seulement restaient dans la T. de Durbuy où la métallurgie avait cependant repris son activité.

<sup>(50)</sup> Ibidem, n° 6238, f° 74 à 10.

<sup>(51)</sup> H. C. Pl 1604 f° 258 v°.

<sup>(52)</sup> A. G. R. Fonds d'Ursel R. 71, à la date. (Trois copies dont une est paginée.)



TABLEAU V

COUPE EXTRAORDINAIRE DES BOIS

(Source : Arch. Gén. du Roy., Ch. des Comptes, n<sup>os</sup> 6236, 6237, 6238).

Acheteurs	Dates	Bois	Nombre de cordes	Prix de la corde	SOMME
Evraud Sarter	1593	L'aire d'Oyseau	5.200	11 Pat.	2.840 Livres
	id.	Groffay	3.600	11 ½	2.070 L.
	1596	Alaster	2.743	?	228 L. 2 s.
	1601	Grofay	7.000	15	5.250
Louvette de Harre		Mossaire	800	19	740
		Heyd du Maynil	340	?	221
	1593	Razières	2.800	9 ½	1.312 L. 7 s. 6 d.
	1596	Taille le Mignon	1.300	16	693. 6. 8
Remy de Chêne al Pierre P. Noirfalize	1596	Heyd du Maynil	1.500	10	500
	1593	Mossaire	2.700	11	1.485
	id.	Plemont	11.300	9 ½	5.367
	id.	Groffay	3.600	12	2.140
Lambert Grouff	id.	Hermemont	8.000	10	4.000
	1596	Fastreval	2.600	16 ½	1.430
Gér. de Quareux Herm. de Presseux	1596	Heyd des Pouhons	5.000	11	1833. 6. 8
	id.	Fastreval	1.700	13 ½	1.147
Lambert de Geer	id.	Erpigny	3.200	18	3.040
	id.	Sasenry	3.300	12	1.320
	id.	Arlogne	500	19 ½	487. 10
	1601	Heyd du Moulin	339	12	290
Crist. Marckloff	1596	Betomont	2.550	7 ½	667. 10
	id.	Fays de Clerheid	2.514	16	2.011. 4
Haginet de Harre	1601	L'aire d'Oyseau	2.000	16	1.600
	id.	Germemont	2.000	14	1.462. 6
Michel Celis	id.	Plemont	1.500	16	1.200
	id.	Fastreval	1.500	12	900
Jehan Bouvet	id.	Viney	4.000	20	4.000
G. Du Marteau de Filot	id.		200		150
Jean Marckloff	id.				

Au total : 420.000 stères environ (83.786 cordes).

La première vente a rapporté : 29.812 L. 4 s. 2 d.  
 La seconde : 9.226 L. 12 s. 10 d.  
 La troisième : 16.026 L. 12 s. 7 d.  
 Total : 55.065 L. 9 s. 7 d.

Note : Dimensions de la corde au quartier de Durbuy (Ch. des Comptes, n<sup>o</sup> 6236, ordonn. du 9 juil. 1590) : « longueur, 6 pieds par en-bas et ainsi diminuant jusques à 4 pieds et hauteur aussi 6 pieds et de largeur 7 pieds ». La corde de Durbuy est donc approximativement de 5 stères.

bientôt aggravé par celui du 21 mai 1623 relatif « à la conduite des Bois du Pays » : l'un et l'autre témoignaient de la volonté bien arrêtée du pouvoir central de pratiquer une politique de restrictions à l'endroit des droits d'usage dans la Terre de Durbuy et dans tout le Duché de Luxembourg <sup>(53)</sup>.

Jean d'Oostfrize avait mené, en 1571, la première offensive contre les usagers de la forêt et il avait obtenu un règlement particulier pour la Terre de Durbuy qui était alors la seule à avoir dans le Luxembourg une métallurgie prospère, mais cette industrie avait posé des jalons vers le sud où elle allait prendre de l'extension. C'est tout le Duché qui fut alors concerné et si l'édit de 1617 est le premier qui ait une portée générale, d'autres suivront qui confirmeront cette volonté « d'éliminer définitivement les usagers » des bois <sup>(54)</sup>.

Nous reparlerons de cette bataille autour des bois pour en considérer la portée politique et sociale.

## D. — LA MÉTALLURGIE

Nous avons consacré une étude à *L'industrie métallurgique de la Terre de Durbuy, de 1480 à 1625 et à Ses Rapports avec la Métallurgie liégeoise* <sup>(55)</sup>. Nous ne rappellerons ici que les faits essentiels de la vie de ces forges.

### 1. — Les minières

Le minerai, comme le bois, se trouve dans la région même. Nous avons reporté sur la carte (en encart) l'emplacement des minières dont l'existence nous est révélée par les archives.

Les comptes des receveurs, de 1527 à 1606, nous ont permis de faire un relevé des chars de minerai dus au Seigneur qui a droit, depuis 1528, au 11<sup>e</sup>, puis au 13<sup>e</sup> char extrait et par-là même nous avons pu calculer le nombre de chars extraits.

Il est certain cependant que toutes les minières exploitées ne sont pas signalées et nous ignorons la production de beaucoup dont le nom seul nous a été conservé. Ainsi nous ne savons rien de celles de Warre, de Villers-S<sup>te</sup>. Gertrude, de Hoursinne, de celles de Ferot qui étaient peut-être les plus riches mais se trouvaient sur le territoire de Stavelot-Malmedy.

---

<sup>(53)</sup> On trouvera ces édits dans, WURTH-PAQUET, *Recueil d'Edits, Ordonnances, Règlements et Déclarations décrétés dans les cy-devant pays duché de Luxembourg et Comté de Chiny en matière de bois et forêts*, Luxembourg, 1835. Pour une vue d'ensemble de la question, voir GOBLET d'ALVIELLA, *Hist. des bois et forêts de Belgique des origines à la fin du régime autrichien*, Bruxelles 1927-1930, 3 vol., et G. HOYOIS, *L'Ardenne et l'Ardennais*, t. II, p. 465-488 et, pour la Terre de Durbuy, A. LAMY, *Contribution à l'histoire des Bois du Pays, forêt engagère de l'ancienne seigneurie de Durbuy*, dans *Bulletin de la Société centrale forestière de Belgique*, 1938.

<sup>(54)</sup> L. LEFÈVRE, o. c., p. 25.

<sup>(55)</sup> Dans le *Bulletin de l'Inst. archéol. liégeois*, 1967, p. 145-210.



Ils sont 35 « tireurs de mines » en 1527, nous dit Guillaume de My, le receveur de l'époque <sup>(56)</sup>. En 1528-29, il en cite nommément 15 d'Ozo, d'Izier, de Septon et de Wéris <sup>(57)</sup>. En 1537-38, 15 d'Ozo et Izier sont cités, 8 à Septon <sup>(58)</sup>. Le compte de 1695 en cite 12; celui de 1602 en cite 7 à Heyd où travaillent notamment des ouvriers de J. Bouvet, de Cr. Marckloff, de Jean Xhignesse et Jalhay avec ses enfants.

Il s'agit donc, dans ces comptes de receveurs, du nombre de puits d'extraction, mais il n'est pas possible d'évaluer le nombre des ouvriers qui y sont employés. Ces minières se trouvent tantôt « sur les héritaiges » de ceux qui les exploitent avec leur famille ou une équipe d'ouvriers, tantôt sur l'héritage d'autrui « loué » selon le règlement des Terres et Minières <sup>(59)</sup>.

Il en va pour les minières comme pour les forges : si certaines sont exploitées par un individu qui a ses ouvriers, d'autres le sont par des mineurs associés. Tous prêtent serment devant la cour des Terres et Minières.

Il semble qu'avant 1567 environ, à Ozo, Izier et Septon, on ait surtout affaire à des associés que le receveur désigne par le nom d'un exploitant et « ses complices » qu'il ne cite pas. De 1595 à 1606, il sera question aussi d'un patron, comme nous dirions aujourd'hui, qui a ses ouvriers et à cette époque, c'est Heyd qui est devenu le centre le plus important d'extraction.

## 2. — Les forges

Le lecteur trouvera reportée sur la carte les forges mentionnées par les archives de 1500 à 1626. Il va de soi que toutes n'ont pas été en activité en même temps.

Les plus anciennes forges sont celle de Ferot tenue par Kesseber et celle de Brussekin vraisemblablement installée à Mormont <sup>(60)</sup>. Nous ne savons rien de celles qui sont apparues entre 1400 et 1477, mais les 25 dernières années du XV<sup>e</sup> siècle ont connu une certaine prospérité due sans doute à la destruction des fourneaux franchimontois par Charles le Téméraire.

---

<sup>(56)</sup> C. 1527 f<sup>o</sup> 17.

<sup>(57)</sup> C. 1537 f<sup>o</sup> 24 v<sup>o</sup>-25.

<sup>(58)</sup> C. 1528 f<sup>o</sup> 18 v<sup>o</sup>-19.

<sup>(59)</sup> « Les coutumes et usances que ont les maistres et ouvrieriers des dites terres du 27 février 1572. On en trouve le texte dans J. M. LECLERCQ, *Coutumes du Pays de et miniers observées en ceste courte de temps immémoriale* » font l'objet d'un record *Luxembourg*, t. II, p. 353 et sv. Nous en faisons une brève analyse dans le *B. I. A. L.*, 1967, p. 148-152.

<sup>(60)</sup> Voir C. Jehan Kaye, 1380-1384 aux A. G. R., Ch. des Comptes n<sup>o</sup> 6209, f<sup>o</sup> 26 v<sup>o</sup> et Compte du douaire de Jeanne de Brabant, *ibidem*, n<sup>o</sup> 2656 f<sup>o</sup> 45 v<sup>o</sup>.



Il y a alors 5 fourneaux dans les vallées de la Lembrée à Ferot, de la Somme à Petite-Somme, de l'Aisne à Mormont, Fanzel et Blier et on y compte pour les 5 fourneaux 83 semaines de fondage : 9 à Ferot, 16 à Petite-Somme et 58 à Mormont, Fanzel et Blier. Il est curieux de noter qu'à cette époque, ce sont presque uniquement des représentants de la petite noblesse et des hommes féodaux qui sont maîtres de forges, les Lardinois, Sarter, Collot d'Orchimont, de Hamal, Collin de Sorine, Jean Lambert, Mavais Renart, Guillaume de Marteau.

Après un fléchissement notable vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle et le début du XVI<sup>e</sup>, vient une expansion remarquable qui atteint son sommet vers les années 1540. De 1527 à 1567, la Terre de Durbuy ne compte pas moins de 35 établissements métallurgiques : fourneaux et marteaux, de Septon et Petite-Somme à l'ouest jusqu'à Neucy et Vaux-Chavanne à l'est en passant par Durbuy, Bomal, Roche à Fresne, Nivarlet, Mormont, Fanzel, Wérichet, Blier, Amonines et La Fosse.

Il y a encore parmi les maîtres de forges de cette époque des tenants de la petite noblesse et des officiers de Durbuy, mais d'autres sont venus les rejoindre qui ne sont même pas des hommes féodaux : ce sont des roturiers de Franchimont, Aywaille, Namur et Liège et des gens de la Terre de Durbuy, des laboureurs et ouvriers des bois initiés sur place à la pratique de la métallurgie <sup>(61)</sup>.

Après une période de 20 ans pendant laquelle les fourneaux semblent s'être éteints, de 1575 à 1595, se manifeste, de 1595 à 1626, une troisième vague de maîtres de forges différente des deux précédentes.

Il reste alors des représentants de l'ancienne génération de fondeurs comme les Sarter, Marckloff et de Harre; parmi les nouveaux venus à la métallurgie, il y a des gens du pays comme Antoine de Spa et ses gendres, les Bouvet père et fils qui ont exploité des minières à Villers et Ozo, mais à côté d'eux figurent des étrangers qui sont ou des bailleurs de fonds comme Butbach, Th. des Fossés, L. Brocart de Liège, P. Gilmant ou des maîtres de forges : Pierre Pollot de Jehanster, Adam Gabriel de Liège et Mathieu de Geer <sup>(62)</sup>.

La petite entreprise familiale avait caractérisé la période 1527-1567. C'est, de 1595 à 1626, l'apport des capitaux étrangers qui permet de faire vivre les forges et d'acheter à la hausse le bois nécessaire à la marche des fourneaux. Alors que dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, les fourneaux de la Terre de Durbuy étaient complémentaires de ceux de Liège, en ce début du XVII<sup>e</sup> siècle, les financiers de Liège régissent l'activité des

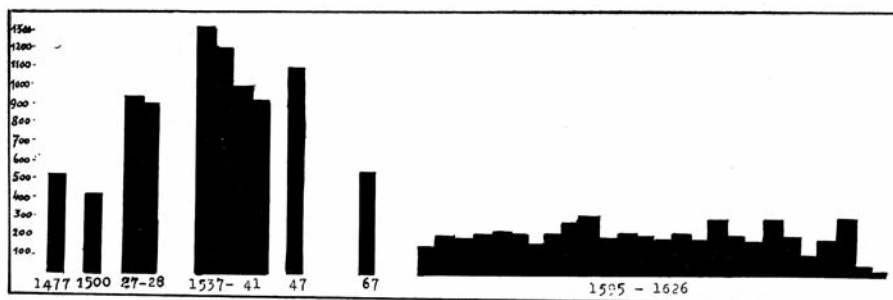
---

<sup>(61)</sup> Nous les citons dans notre étude, deuxième partie : *Bref Historique des Forges*, B. I. A. L. 1967, p. 187 et sv.

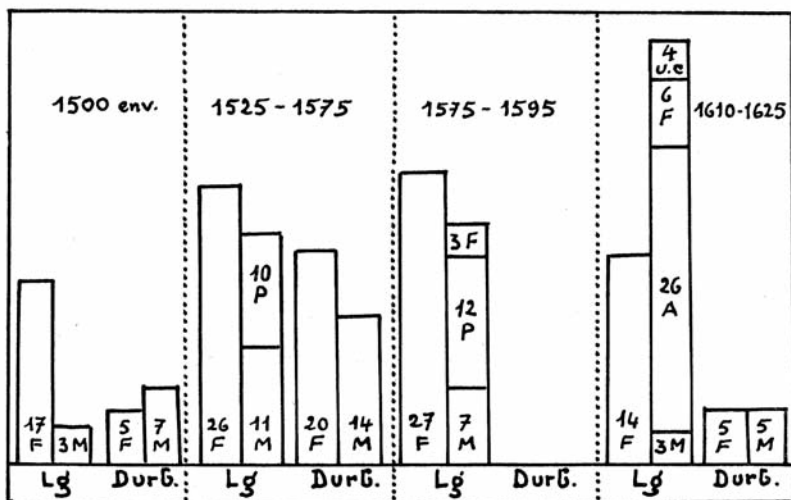
<sup>(62)</sup> Cf. note 61. L. Brocart était le beau-frère de J. Bouvet fils, il était aussi marchand d'armes (voir M. BOURGUIGNON, *Les Bouvet*, A. I. A. L. 1966, p. 19) comme A. Gabriel (cf. P. HARSIN, B. I. A. L., T. LII, 1927, p. 78, n. 6) qui prêta de l'argent à la Terre de Durbuy pour l'aider à rembourser ses dettes de guerre.

forges de la Seigneurie. Qu'ils décident de les abandonner et elles disparaîtront : Durbuy n'a pas d'autre débouché que Liège. Or, la métallurgie liégeoise a modernisé son outillage : sa platinerie est florissante, elle a maintenant 14 fenderies et 4 usines à canon. Liège continue à acheter ici le fer brut, importe le minerai et les bois de Durbuy et les échanges commerciaux s'amplifient, mais c'est provisoire : en 1626, la métallurgie de Durbuy disparaît définitivement.

Les deux graphiques ci-joints (I et II) donneront au lecteur une idée de l'évolution de la métallurgie à Durbuy de 1500 à 1626 et de ses rap-



GRAPHIQUE I. — Evolution de la production en jours de fondage dans la Terre de Durbuy. (Source : Comptes des receveurs, A. G. R. Ch. des Comptes.)



GRAPHIQUE II. — Nombre d'établissements métallurgiques dans les bassins de la Hoëgne, du Wayai, de la Vesdre, de l'Ourthe inférieure (groupés ici sous le sigle Lg) et dans la Terre de Durbuy (Durb.).

F : Fourneau. — M : Marteau. — P : Platinerie. — F : Fenderie. — UC : Usine à canons.

ports avec celle de Liège. Les chiffres qui ont trait à la métallurgie liégeoise sont repris à trois études de G. Hansotte <sup>(63)</sup>.

Le nombre d'ouvriers intéressés aux forges fut assez important pendant les années 1525-1575.

M. Bourguignon estime à 150 le nombre de travailleurs temporaires : bûcherons, charbonniers, charretiers, mineurs, etc., employés par une usine complète au XVII<sup>e</sup> siècle groupant un fourneau, une affinerie, une fenderie, une platinerie <sup>(64)</sup>.

Nous sommes certainement en dessous de la vérité en évaluant à 2.000 hommes ceux qui furent directement intéressés, à divers moments, par l'industrie métallurgique de 1525 à 1575 dans la Terre de Durbuy.

De 1595 à 1626, la production de fer n'a plus la même importance, mais les coupes de bois compensent en partie cette perte d'emploi, car abatteurs, charbonniers et charretiers restent nombreux et les mineurs sont sollicités par le marché liégeois.

La disparition de la métallurgie est, pour la population de la Terre de Durbuy, un événement pénible qui, venant après la coupe extraordinaire des bois et la réglementation des droits des usagers, porte un coup dur à une économie déjà dangereusement menacée.

## E. — TRAVAILLEURS, MÉTIERS ET PROFESSIONS

Les archives ne nous ont pas laissé de recensement des professions pour la période qui nous intéresse et nous devons les découvrir dans les actes de la Haute Cour ou dans les comptes des receveurs.

Un compte de 1471 retrouvé dans les Papiers de Quelin le Jeune <sup>(65)</sup> énumère les maisons de Bomal, Petite Bomal et Juzaine et les désigne comme suit : la maison Pirot, le texheur, ... le merchennier, ... Jean le corbesier, ... le charlier, ... le febve, ... le molnier, ... le soyeur, ... le texheur, ... le neveu, Jean Cler. : sur 21 maisons, 10 sont ainsi désignées par la profession de leurs propriétaires. Mais le recensement auquel on procède à Barvaux et Tohogne en 1611 ne distingue que censiers, laboureurs et manouvriers et quelques professions, taverniers, bouchers, merciers, maréchaux, charrons, couturiers, bateliers, prêtres et herdiers, mais il ne signale pas d'autres métiers.

Que presque tous les habitants de la Terre de Durbuy sont au premier titre des travailleurs de la terre même s'ils exercent un métier, c'est un fait et c'est en cette qualité que depuis des siècles, ils paient la redevance

---

<sup>(63)</sup> *Bull. Inst. archéol. liégeois* 1) t. 75 (1962), pp. 165 et sv. — 2) t. 76 (1963), pp. 5 et sv. — 3) t. 77 (1964), p. 59 et sv.

<sup>(64)</sup> M. BOURGUIGNON, *La sidérurgie, industrie commune*, d<sup>s</sup> *Anciens Pays et Assemblées d'Etats*, XXVIII, 1963, p. 87.

<sup>(65)</sup> Arch. Etat, St-Hubert, Fonds de Durbuy.



du droit d'assise et la dîme. Les ouvriers des bois eux-mêmes, nombreux dans la région surtout à l'est, sont rarement cités et jamais dans les recensements. On dirait que les receveurs observent en cela une très ancienne tradition.

Ils distinguent bien les charliers (charrons) et les maréchaux parce qu'ils sont des fieffés qui paient une redevance annuelle pour l'exercice de leur métier, les brasseurs dont le cas est analogue et même les meuniers astreints à un règlement particulier (le moulin banal est obligatoire), mais ils ignorent tous ceux dont la « profession » n'est pas taxée.

Les métiers et leurs corporations sont affaires de citadins avec leurs statuts et leurs règlements stricts. Ici, on passe de la terre aux bois selon la saison et les nécessités; la seule organisation qui compte, c'est la communauté villageoise.

Primauté traditionnelle de la culture et de l'élevage.

La population comprend donc une très forte majorité de laboureurs et de manouvriers. Mais nous trouvons à côté d'eux et parmi eux, dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle et même bien avant, des hommes de métier. En voici un relevé qui n'est pas exhaustif.

Abatteurs d'arbres, scieurs, écorceurs sont nombreux, les charretiers aussi, comme les faudeurs (ou charbonniers) et les arolleurs <sup>(66)</sup>.

Viennent ensuite les travailleurs du bois : charpentiers, menuisiers, tonneliers et charrons assistés de manœuvres et d'apprentis. Il est difficile d'évaluer l'importance de ces catégories d'ouvriers : elles varient selon la saison, la région et la consommation de bois.

Les maçons, charpentiers <sup>(67)</sup>, ardoisiers, couvreurs, bousilleurs (que certains historiens appellent revêtisseurs de torchis) allaient d'un village à l'autre avec leurs manœuvres, mais on n'a recours à eux que pour les travaux difficiles : les manants s'entraident pour construire leurs maisons, étables, granges et fournils.

Les travailleurs du fer : mineurs, fondeurs, forgers ou forgerons, marteleurs sont assez nombreux à la période d'expansion des forges, mais leur travail est intermittent.

Il y a encore les tisserands et les cordonniers, les selliers-bourreliers. Chaque communauté n'a pas son « texheur » ou son corbesier. Il y a, au XVI<sup>e</sup> siècle, 5 fouleries pour la Terre de Durbuy. Les femmes filent la laine à domicile pour la famille, ce sont elles qui « accoustrent les lins » ; certaines sont couturières et ont leur clientèle et on découvre des couturiers dans certains villages.

---

<sup>(66)</sup> L'arolleur prépare les bois pour les entasser dans la fosse.

<sup>(67)</sup> Charpentier a un sens plus étendu qu'aujourd'hui : non seulement dresseur de charpentes, mais celui qui dégrossit la préparation du tronc d'arbre abattu et donne l'autorisation de l'emporter.

Il y a dans la Terre de Durbuy 30 meuniers et 13 brasseurs et on mentionne par-ci, par-là un boucher et un boulanger.

Barvaux et Bomal ont leurs bateliers.

Ajoutons à cette énumération quelques emplois d'agents divers : forestiers, marqueurs de bois, gardes des eaux, herdières et d'autres saisonniers : rompeurs de venues, porteurs de venaisons, porchers assermentés, etc.

Enfin des marchands ambulants parcourent le pays et on trouve à Durbuy et aux principaux relais : Tohogne, Barvaux, Bomal, Wéris et Fanzel des aubergistes et boutiquiers.

Quelques-uns de ces métiers seulement sont susceptibles de procurer du travail à toute une famille et de la faire vivre. La culture et l'élevage répondent mieux, pour la plupart des familles, à leurs nécessités primordiales quand elles disposent d'une superficie suffisante de terres arables et que les biens communaux leur apportent un complément substantiel de ressources.

Le salaire qui est très souvent saisonnier et temporaire, est aléatoire et ne constitue qu'un appoint.

Les salariés se recrutent parmi ceux que les travaux de la terre et les exigences de la communauté laissent disponibles et il est difficile d'en évaluer le nombre. Il a dû subir des variations considérables selon les à-coups de l'économie de la région : expansion de la métallurgie, guerres, intempéries, passages de troupes, épidémies, interdictions d'exporter ont eu leur incidence sur l'activité des salariés.

La nature du salaire elle-même n'est pas toujours claire. Le travailleur était payé tantôt en nature, tantôt en espèces. Des ouvriers employés « sur le château » de Durbuy touchaient parfois leur salaire en épeautre, parfois en espèces et en nature <sup>(68)</sup>. Le tisserand ou le forgeron du village pouvait troquer son travail contre du beurre, du blé ou encore l'aide de celui pour qui il avait travaillé.

Ce qu'il importe en tout cas de souligner, c'est que les ouvriers « qualifiés » de la Terre de Durbuy n'ont pas connu la corporation et ses lois. Il y eut bien à Durbuy un maître des « mercheniers » (merciers au sens large et parfois marchands ambulants), mais il n'était qu'un intermédiaire entre ses confrères et le receveur pour le paiement d'un cens. Il y eut bien un règlement des Terres et Minières, mais on n'en trouve pas d'application et il n'y eut jamais ici de compagnons, d'apprentis et de maîtres <sup>(69)</sup>.

---

(68) Exemple : « a Crespin d'Eresée pour avoir accoustreit des laynes à la maison, 4 stiers spelte, au charlier de Petithan sur ce qu'il a besogniet aux hares et charres, 4 st. spelte; à Noël le masson sur les overaiges.. spelte : C. 1541 f° 31-34. Cette pratique disparaît ensuite : quand le prix des céréales augmente, le Seigneur risquerait d'y perdre.

(69) On trouve les formules suivantes : M<sup>re</sup> Gielle masson et ses serviteurs, Jacques le tailleur de pierre « qui travaille avec lui », le charpentier et son « varlez », le seruyer et son « serviteur »... C. 1548, passim.

Les salariés échappent à toute organisation, ils sont des individus disséminés dans la Terre de Durbuy, libres de prêter ou de refuser leurs services selon leurs convenances personnelles.

Mais ils appartiennent à une communauté qui, elle, a ses coutumes ancestrales et si nous ne voyons pas ces salariés soumis à des règlements, nous les trouvons parmi les manants défendant des revendications collectives portant sur les droits d'usage de la communauté et c'est là une caractéristique fondamentale de cette population agricole au premier titre pour qui les biens communs sont sacrés et garants d'une économie stable. L'entreprise individuelle et familiale se greffe sur ce fonds permanent.

Leur plus grand malheur est d'avoir à concéder que soient grignotés les biens de la communauté ou que soient vendus à des forains des biens patrimoniaux.

## F. — L'ALIMENTATION

Dans le gros ouvrage que G. Hoyois consacre à *L'Ardenne et l'Arden nais* on trouve des notes abondantes sur l'alimentation de l'Arden nais, mais elles concernent surtout l'âge de la pomme de terre. A propos du XVI<sup>e</sup> siècle, elles sont rares et brèves vu la pauvreté des sources.

Transcrivons intégralement une note de G. Hoyois (T. II, p. 786, n. 2) qui nous intéresse particulièrement : « Avant que l'usage de la pomme de » terre ne devînt commun, le paysan prenait le matin de la purée, à midi » de la soupe aux pois, aux haricots, aux fèves avec un peu de lard; le » soir des légumes. Dans la partie germanique, cela se disait *Brei, Zoppe,* » *Mos...* La nourriture donnée au XVI<sup>e</sup> s. dans le Luxembourg aux paysans » de corvée consistait surtout en bouillies d'avoine, d'orge, de millet, de » fèves et par endroits de sarrazin. On y ajoutait le lait pur ou caillé. »

Peut-on en savoir davantage? Les comptes de receveurs font mention de nourriture consommée « sur le château » et non chez les manants. Ils signalent toutefois, au sujet de la nourriture des gens de corvée ou d'ouvriers, quelques détails significatifs.

Ph. Marckloff note que les manouvriers de Barvaux ont reçu chaque jour (en 1548) « une sceelle de poutaige, une pièce de lair avec ung pièce de fromaige et une paire de myches », « comme de temps passez » <sup>(70)</sup>.

Le pain, la viande, le lard, le fromage et les pois figurent généralement au menu dès 1380 et, en 1538, Roland Kaye, receveur, précise : « pour lart, peïn, un motton et des poix, fromaige... »; il s'agit alors des gens qui fauchent les prés du Seigneur, « 40 personnes au faulchier et 39 personnes au fenner » à Barvaux, « 110 personnes a falcher et 95 au fenner à Durbuy » <sup>(71)</sup>. Quand on construisit une maison sur le château en 1500, aux gens qui amenaient les bois des hauteurs d'Amonine et à ceux qui vinrent

<sup>(70)</sup> C. 1548 f<sup>o</sup> 55.

<sup>(71)</sup> C. 1538 f<sup>o</sup> 36 v<sup>o</sup>; cf. C. 1380 f<sup>o</sup> 8, C. 1388 f<sup>o</sup> 19<sup>o</sup> v<sup>o</sup>, C. 1488 f<sup>o</sup> 17, C. 1498 f<sup>o</sup> 36, C. 1500 f<sup>o</sup> 31.



les aider, le receveur « a pourteit a chacun la corbille avek pain chaer et fromaige selon que le jour estoit » <sup>(72)</sup>.

Les hommes chargés de maintenir l'ordre à la fête de Ny ou de Barvaux sous la conduite du « gardeir » recevaient, au début du XV<sup>e</sup> siècle, du pain, de la chair de bœuf, du « backon », du mouton, de l'ail, des oignons, du sel et du vin <sup>(73)</sup> et les bateliers de Barvaux qui devaient conduire à Liège les bagages de Loys de la Marck, en 1537, recevaient trois repas : « le dîner, le soper et la marende » et même du vin <sup>(74)</sup>. Nous n'apprenons malheureusement pas ce qui différencie ces trois repas.

Faut-il croire que le manant est choyé quand il est de corvée à Durbuy et que son ordinaire est de qualité « nettement inférieure » comme le dit la note de G. Hoyois ? Ce serait invraisemblable, mais le fait est qu'on réalisa parfois des économies aux dépens des manants. Le menu changea quand la fenaïson fut remise à des fermiers qui disposaient des gens de corvée et devaient les nourrir. Ils le firent à bon marché. Nicolas de Blier nous apprend en 1620 qu'il n'a rien déboursé pour eux et que les fermiers ont donné aux battis miches, fromage et cervoise <sup>(75)</sup>.

Quelle est donc l'alimentation de base à cette époque ? C'est de toute évidence, ce que le manant produit dans la Terre de Durbuy : céréales panifiables, pois, lard, légumes.

La viande de porc tient une bonne place dans le menu quotidien étant donné que le nombre de porcs est élevé et le mouton doit y figurer, lui aussi, comme les poules et les chapons aux jours de fêtes.

Le fromage blanc et de brebis est de consommation courante.

Le poisson frais, comme le poisson importé, n'est pas un plat exceptionnel et il est de règle les jours d'abstinence <sup>(76)</sup>, enfin il ne faut pas oublier que le braconnage est la seconde nature de l'Ardennais et qu'il est maître dans l'art de placer la bricole et de pêcher à la main.

Sa nourriture n'est pas variée comme la nôtre. Il ignorera jusqu'en 1720 environ la pomme de terre et les légumes n'abondent pas bien qu'il prenne soin de son cortil : chaque ménage a le sien, à proximité de sa maison, protégé contre les incursions de la herde. Même à Durbuy, les bourgeois ont le leur, dans l'enceinte quand c'est possible, le plus souvent en dehors, derrière les murailles, sur la Haie Hembe ou le long du chemin

---

<sup>(72)</sup> C. 1500 f<sup>o</sup> 31.

<sup>(73)</sup> C. 1400 f<sup>o</sup> 15 et 15 v<sup>o</sup>.

<sup>(74)</sup> C. 1537 f<sup>o</sup> 43 v<sup>o</sup>.

<sup>(75)</sup> C. 1620 f<sup>o</sup> 110.

<sup>(76)</sup> Dans les ruisseaux et les viviers : truites, brochets, carpes, saumons, anguilles (tous souvent cités), mais aussi : harengs (*heren*, *bocqhaux* ou *boucharen*, *sourey* : harengs saurs, C. 1487 f<sup>o</sup> 15, C. 1548 f<sup>o</sup> 47, C. 1538 f<sup>o</sup> 33); plies séchées : C. 1548 f<sup>o</sup> 15 v<sup>o</sup>, 43 v<sup>o</sup> et 47 v<sup>o</sup> : Scoulkin); stockfisch (*stokfis* C. 1542 f<sup>o</sup> 52 v<sup>o</sup>, *stoucfis* C. 1548 f<sup>o</sup> 43 v<sup>o</sup>); cabillaud (C. 1522 f<sup>o</sup> 60 : *cablawe* et *cabouilla* : C. 1548 f<sup>o</sup> 47, 48).

de Petithan. Un texte du XVII<sup>e</sup> siècle mentionne les légumes suivants qui poussent dans le jardin d'un bourgeois de Durbuy : « quantité de choux, scelerys, carottes, pastinades (panais), betraves, persilles, fevroulle, lembarday (?), cerfulle et aultres bonnes herbes »<sup>(77)</sup>. On y trouve aussi le pois, l'oignon, l'ail, le navet, le fenouil<sup>(78)</sup>.

Les fruits sont assez rares dans la région. Aujourd'hui encore, on n'y compte qu'une bonne année sur cinq. Il y a cependant des vergers bien exposés où l'on trouve pommes, poires, prunes et noix<sup>(79)</sup>. Viennent s'ajouter à cela les fruits sauvages : myrtilles, mûres, noisettes, cerises..., mais c'est peu de chose.

Le sucre est rare. Il semble qu'on n'en consomme qu'au château, car il est cher : la livre se vend de 4 à 7 patars à une époque où la journée de maçon et du couvreur se paie 4 patars<sup>(80)</sup>. On y supplée par le miel les *aplés* (ruchers) sont nombreux dans la région où on a beaucoup de sollicitude pour les abeilles et où le relevé des essaims (*la treuve des mouches*) est affermée<sup>(81)</sup>.

Les comptes des receveurs nous donnent des informations assez précises à propos de ce qui se mange « sur le château », mais il est évident que le prix élevé de ces victuailles en excluait la consommation pour le paysan.

Que boit-on à cette époque?

D'abord de l'eau dans ce pays de *surdans*, *pouxhons* et *fontaines*, du lait et vraisemblablement une boisson chaude à base de seigle grillé. (Je me souviens avoir bu de ce « café de guerre » qui n'était pas désagréable.) Mais la boisson courante est la bière qu'on appelle *cervoise*, *keute*, *hoppe*, *bire*<sup>(82)</sup>. Le houblon croît follement dans le pays. Il y a une douzaine de

(77) Durbuy, Ville et Franch. 1652-1657 f° 143 v°. « Herbes » a ici le sens de légumes comme le wallon *jèrbeyes*. On distinguait *cortil à herbe* et *cortil à œuvre* : H. C. 1631 f° 91; H. C. 1586-87 f° 106 v°; *courtill a ouvre* : H. C. de Soy 1512-1571 f° 153; cf. H. C. 1574 f° 41 v° et H. C. Pl 1574 f° 65 : « la terre arrable dite terre aux œuf gisant emprès d'Erezée », actuellement *tère âs ous* et B. T. D. 33 (1959), p. 102 : *œuvre* = chanvre.

(78) C. 1485 f° 15 : 2 *tiel d'ongnon*; f° 18 v° : 2 *stier de navetz*, etc. C. 1539 f° 31 : du *fennoux*.

(79) Variétés citées : 4 *meslées*, une de *copette*, une de *dame douce*, deux de *roullier* dans H. C. 1554-56 f° 46 v°; le *preit alle raynette* : H. C. 1545-48 f° 183 v°; le *péré de Kutnaille* : C. d'Ozo 1513-1574 f° 15; le *poiri al cuttenée* : ibid. f° 63 v°.

(80) C. 1539 f° 31, 31 v°, 35 : du *soucre a 4,5 et 7,5 pat. la livre*; C. 1548 f° 47 : 2 *livres de sucre tressy et 2 de sucre gandy*; f° 47 v° : 5 *lb de blainc sucre*, 30 *pat.*

(81) Cf. les lieux-dits *aplé* à Barvaux, La Fosse, Forge à l'Aplé, Amonines, Morfont, Juzaine, Morville... L'essaim s'appelle une *mouxhe* (C. 1542 f° 52 v° ou un *chemroux* (ibid. f° 51 v°, cf. wallon *sam'rou*). — Le miel se dit *larme* (cf. wallon *lâme*) : C. 1380 f° 17; C. 1485 f° 18 : 3 *quart de larme pour faire des kuckez*; la livre de miel s'appelle un *claux* ou *claz* : C. 1537 f° 49, etc.

(82) A. G. R. Ch. des Comptes, n° 13.300 : (en 1380) f° 11 et 12 : *hoppe*; f° 23 : *chervoise*. — C. 1485 f° 16 : une *thone de hop...* une de *keut*. — C. 1539 f° 31 v° : *cervoise et bier*. — C. 1539 f° 31 v° : il est question de faire de la *hougarde* pour le seigneur, le receveur achète à cet effet, « 12 st. de groux orge à 10 pat. le stier pour brasser 9 ou 10 poichon de *hougarde* ».

brassines entre 1550 et 1600 dans les seules quatre cours et à Durbuy, c'est-à-dire une pour 40 ménages<sup>(83)</sup> : ce sont les franches brassines où le manant est tenu de s'approvisionner, mais certains particuliers et toutes les seigneuries foncières ont la leur.

Le vin leur est connu. Il leur vient de France, du Rhin, de la Moselle. On le vend chez les hostelains et les marchands, à Durbuy notamment<sup>(84)</sup>, mais il est certain que la consommation n'en est pas courante.

## G. — PRIX ET SALAIRES

Les données dont nous disposons en ce qui concerne les prix et les salaires nous viennent presque exclusivement des comptes des receveurs pour le XVI<sup>e</sup> siècle et du « Contrôle des Revenus domaniaux » qui ne remonte qu'à 1614.

Il s'agit donc toujours du prix des céréales du domaine mises à la hausse à la Halle de Durbuy pour le compte du Seigneur, du prix du fer vendu par ce dernier ou de marchandises achetées pour lui, enfin il est toujours question des salaires payés par le receveur à des ouvriers travaillant « sur le château ».

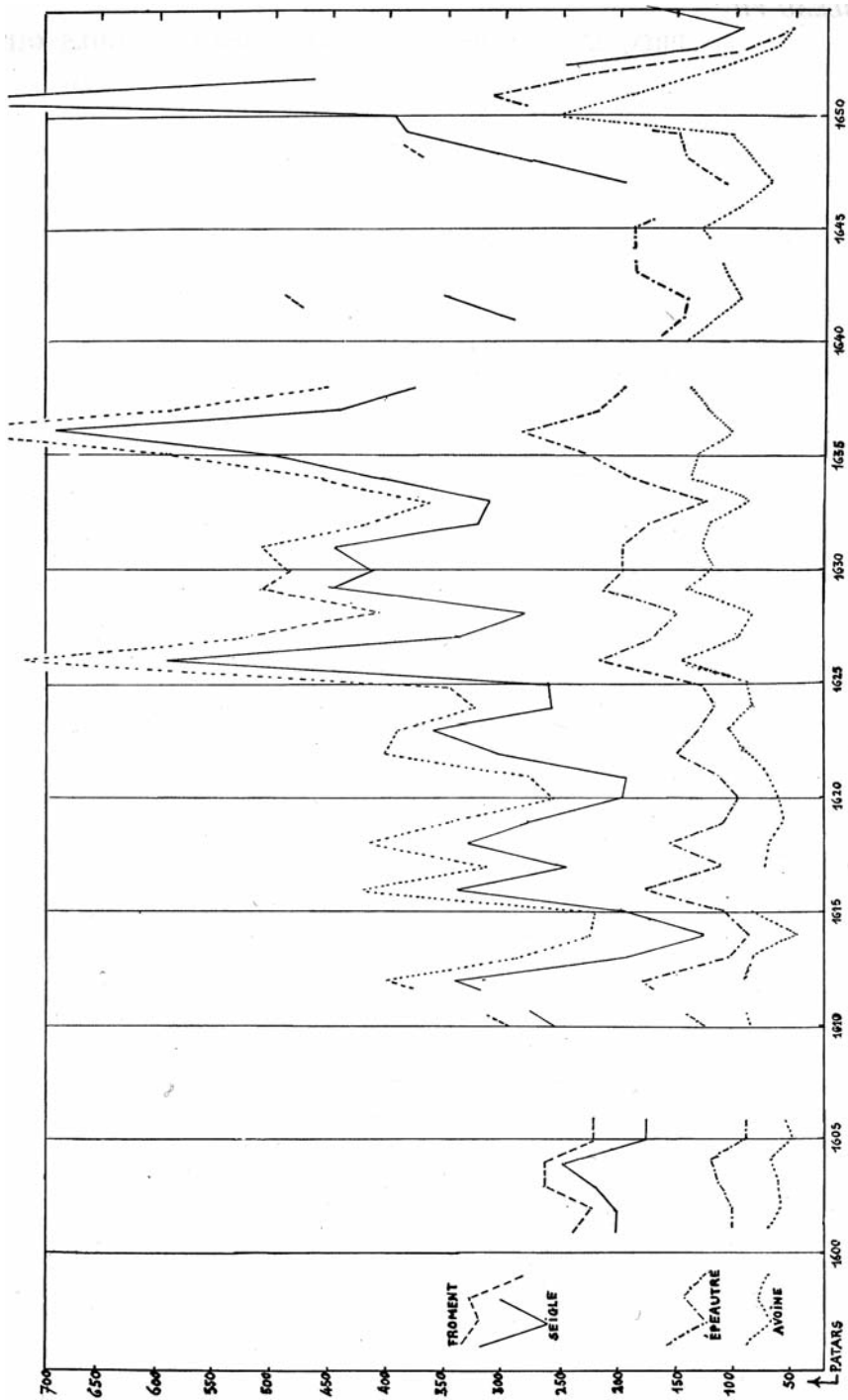
Nous avons résumé en trois tableaux (VII, VIII et IX) et en graphique (III) le résultat de nos investigations sur la période de 1500 à 1650.

---

(83) Voir notamment C. 1574 f° 2 à 8 et 13 à 17; C. 1609 f° 1.

(84) On cite des marchands de vin : Jean Haullo de Marche (C. 1485 f° 15), Lowy de Bomalle et Gavache de Durbuy (C. 1538 f° 42), Cloes Wilhelm de St-Vith (Cour de Soy 1512-1571, f° 138). En 1581, il est interdit de vendre du vin aux soldats allemands séjournant à Durbuy (Durbuy, Ville et Fr., Rôles 1581-1590 f° 6 v°) et sont condamnés trois revendeurs qui ont encavé du vin sans prévenir l'officier (ibid. 1597-99 f° 14). On buvait du vin à l'hostellerie Goffin à Soy (Cour de Soy 1512-1571, f° 89 v° et 138), à Blier (H. C. Pl 1559-1561 f° 24); à My (Cour de My, Pl 1557-1595 f° 22) on buvait du vin après le jeu de paume.





GRAPHIQUE III. — Variation des prix des grains à Durbuy de 1595 à 1655. Prix du muid en patars.

TABLEAU VII

PRIX, EN PATARS, DE MARCHANDISES VENDUES OU ACHETÉES

1500

	00	01	08	27	28	37	38	39	41	47	67	74
Froment (le muid)	.	.	.	.	.	.	64	.	92	57	92	168
Epeautre (id.)	25	18 à 25	12	36	36 à 40	.	30	.	25 à 28	25	40	93
Regon (id.)	50	.	.	.	.	.	48	.	56	50	.	.
Avoine (id.)	19	16	12	32	26 à 40	.	25	.	19	20	30	58
Pois (stier)	6,5	.	.	.	.	10	6	12	.	5	7,5	10
Bois (corde)												
Chapon	1, $\frac{3}{4}$	.	.	.	2,5	.	.	.	3	3	3	4
Poule	1	1	1	.	1	.	.	.	1	1	.	2
Porc	.	.	.	52	.	.	.	90	100	.	140	120
Mouton	15	15	16	.	.	20	.	.	28	34	35	.
Vache	.	.	.	.	.	.	.	.	160	.	.	.
Bœuf	.	200	.	.	.	.	.	200	.	.	460	.
Poivre (la livre)	12	12	12	.	.	.	.	.	20	.	.	20
Cire (id.)	8	8	.	.	.	8	.	.	.	.	.	10
Sel (stier)	.	.	.	.	.	.	.	15	.	10	.	.
Bière (tonne)	.	.	.	.	.	20	.	20	20	16	.	.
Minerai (le char)	.	.	.	.	.	5,5	.	.	5,5	7,5	8,5	.
Fer (100 livres)	20	20	20	35	26	.	.	25	25	31,5	37,5	.
Was (: torchettes de chaume)	.	9	.	.	.	.	.	.	15	20	24	.

\* A. G. R. Ch. des Comptes, n° 25774 (1577). Durbuy, Ville et Fr. 1594-1596 f° 16 v°.

\*\* Durbuy, Magistrat, 1546-1794, à la date 1592.

\*\*\* A. G. R. Ch. des Comptes, n° 13317.

« SUR LE CHÂTEAU » (Comptes des Receveurs du Domaine, passim).

						1600									
77	95	96	97	98	99	01	02	03	04	05	06	10	12	13	
*	*	336	320	330	268	240	224	260	260	218	218	296	400	275	
75	220	160	126	142	125	100	100	110	120	85	85	125	167	102	
160		320	260	300		200	200	220	250	128	128	257	341	180	
45 à 74	60	82	69	76	70	72	60	72	70	50	52	80	87	83	
.	.	.	.	25	30	25	25	35	25	35	22	19	23	45	25
.	10		10 à 19,5			12 à 20						24 à 35	22 à 35	40 à 47	
.	.	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10				
.	.	7													
.	.	200	260	200		320		240							
.	.					100									
.	.				840										
.	.	1000			840										
.	.	25	30	30	40	40	40	40	30	28	28				
.	.	14	14	14	16	12	16	16	16	16	18				
.	.							50							
.	.						70					100 en 1627 (***)			
.	.	14	14	14	16	16	18	18	18	20	20				
75 en 1592 **		80	80	80	80	80	80	80	80	80	80				
.	.						60	70	90						

N. B. A partir de 1609, date de la désengagère, N. de Blier ne mentionne plus que les prix des céréales, des pois et du bois.



TABLEAU VIII

PRIX, EN PATARS, DES CEREALES, POIS ET BOIS MIS A LA HAUSSE

1600

	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	29
Froment :															
avril						344						348			
mai	224	216	424	312				268	400	392	324				
juin-juillet					416		252						736	—	528
Epeautre :															
avril						133						130			
mai	84	96	176	110				109	148	130	120				
juin-juillet		115			152	84	92						228	170	212
													198		
Seigle :															
avril						276						256			
mai	132	168	340	244				188	300	360	252				
juin-juillet		206			332	140	192						590	344	496
													488		332
Avoine :															
mars	44	82		76	72	56	52	68	86	104	80	82	148	98	108
mai-juin						59	72	75							164
Pois :															
mars-avril	14	20	47	34	33	16	17	25	23	42,5	30	26	50	27	38
juin-juillet															48
Bois	40- 55	41- 44			35,5	44- 48			47- 60	41- 45	41- 58		66	41- 45	71 76

\* Nous marquons d'un astérisque les prix que nous trouvons dans Durbuy, H. C. Pl, 1640-1651, à trouve entre Durbuy et Tohogne) qui, chaque année, de février à mars, met des grains à la combler les lacunes des registres des Revenus domaniaux.

N.B. — Il s'agit du muid de froment, épeautre, seigle et avoine, du setier de pois, de la corde

A LA HALLE DE DURBUY (Source : Haute Cour, Revenus domaniaux, 1614-1627, 1628-1670)

30	31	32	33	34	35	36	37	38	41	42	43	45	46	47	48	49	50	51
480	504	420				808	588						352*		368*			
			364	456	588			452		480*								
		148										168					396	
196	196	144	124	188	232	284	220	196		120*								
											188			112	160	160*		308*
416	448	372				680	442									380*	396	
408		320	308	404	500		376	376		360*				192	264*			800*
								288*										
120	128	122		136	132	100	108	100				136				104*	252	
108			84	148	136		128	180	120		112		96	81				192
40	42	30	26	35,5	38		37		27			45					50	59
36,5				37,5	39								17,5					
								45	60-		50	60-		46-		50-	45	
								55	65			75		63		66	52	

la rubrique « Oultrée des grains de la maison de *la Heest* » (il s'agit de la léproserie qui se hausse au profit de ses malades. Ces prix, qui peuvent être sujets à caution, nous permettent de de bois.

TABLEAU IX

## SALAIRES, EN PATARS, RELEVÉS DANS LE COMPTE DES RECEVEURS

	1485	1490	1500	1501	1527	1539	1541	1547	1568	1577	1592	1601	1602	1603
Charpentier	3	3	3	3			3	6	8			13		14
aide								5						9
Couvreur	3		3	3			3,5		7,5			13,5		13
aide				2			2		3,5					7,5
Maçon	2,5	4	3,5	3		3	3	6	7	7		13	14	14,5
aide								5	3,5	4		7	8	7 & 8
Manœuvre	1¾		2	2	3	2,5		3	3,5					8
Menuisier					4			5			12,5	15		13
Tailleur de pierre					5			6						
Femmes							1⅓	1½						

N. B. - De 1485 à 1541, les ouvriers sont nourris par l'employeur.

Remarquons d'abord qu'il y a maintes lacunes importantes dans le tableau VII et notamment pour les années 1547-1567 et 1575-1595, si bien que nous sommes dans l'ignorance des prix et salaires pour une période cruciale en matière de niveau de vie : 1575-1595.

Quelques faits sont cependant pertinents.

1° — L'augmentation de tous les prix aussi bien des céréales que du bétail, de la bière, du minerai et du fer, est constante : lente jusqu'en 1547, elle s'accroît dès 1547 et connaît deux sommets remarquables en 1575 et 1595.

2° — Le rapport des prix des céréales est de 1 à 6 pour les années 1541 et 1597. Il faut toutefois remarquer que les fluctuations des prix de l'avoine et des pois semblent suivre une courbe différente de celle des prix du froment, de l'épeautre et du seigle et on peut croire que la récolte de la région a sur les prix de l'avoine et des pois une influence directe. Le rapport des prix du bétail, de la bière, du fer, des torchettes est, pour la même période 1541-1597, de 1 à 3 environ, c'est-à-dire approximativement le même que pour les salaires.

3° — Les variations de prix sont parfois considérables d'une année à l'autre.

4° — L'augmentation des salaires est en retard sur celle des prix ; la plus substantielle se situe entre les années 1575 et 1595.



Par rapport à l'année 1547 (indice : 100), l'indice moyen des salaires est

pour le charpentier	de 133 en 1568,	de 215 en 1600,	de 232 en 1603	
» couvreur	125	» 216	» 232	»
» maçon	116	» 216	» 241	»
» manœuvre	110	» 233	» 260	»

L'indice des prix du seigle et de l'épeautre est, par rapport à 1547,			
de ? en 1568	400 en 1600	500 en 1603	
160	400	480	»

Le pouvoir d'achat est

	en 1546	en 1600	en 1605
en seigle :	30 l = 100 %	17,5 l = 58,3 %	27,3 l = 90 %
en épeautre :	60 l = 100 %	35 l = 58,33 %	41,2 l = 68,3 %

(Nous n'avons malheureusement relevé aucun salaire pour les quarante années qui suivent : 1605-1645.)

Si l'on veut comparer le niveau de vie des ouvriers des villes à celui des ouvriers de la Terre de Durbuy et la valeur réelle de leurs salaires, il convient d'être prudent et de remarquer que ceux de Durbuy sont des ouvriers-agriculteurs : ils ont leur lopin de terre et leur maison. Leurs familles cultivent de l'épeautre et du seigle et peuvent vraisemblablement acheter ces céréales à un prix plus bas que celui qui est offert au Seigneur par les marchands étrangers. De plus, le problème du logement qui se pose aux citadins est simple pour eux : ils ont construit leur maison avec le bois qui leur est octroyé en vertu des droits d'usage et ils paient une redevance annuelle (droit d'assise) qui s'élève grosso modo à 1 stier d'épeautre + 1 stier d'avoine + 1 poule, c'est-à-dire, vers le milieu du siècle, à 2 journées de maçon environ. Le loyer lui-même est modique, il est d'ailleurs le fait d'une très petite minorité de manouvriers. Il est certain aussi que les variations brusques du prix des céréales affecte moins que l'ouvrier de la ville celui qui en récolte à condition que les intempéries et les passages des troupes ne le privent pas de cet avantage. Il n'empêche que l'appoint précieux que peut constituer son salaire perd beaucoup de sa valeur dans le cas de la hausse des prix et que l'inclémence du temps est particulièrement redoutable pour lui.

5° — On trouve dans le tableau I le prix de la corde de bois <sup>(85)</sup>. Nous ne connaissons ce prix avec certitude qu'à partir de 1590, date de la première coupe extraordinaire des bois décidée par les Archiducs.

La corde de bois se paie en 1593-1596 de 7,5 à 16 patars selon la qualité du bois et l'accès plus ou moins facile au lieu où il est abattu.

<sup>(85)</sup> Ses dimensions sont les suivantes : « de la grandeur accoutumée en quartier de Durbuy : longueur 6 pieds par en bas et ainsi diminuant jusques à 4 pieds et hauteur aussi de 6 pieds et de largeur 7 pieds. A. G. R., Ch. des Comptes, n° 6236, Compte Larmoyer.

Son prix n'a pas tardé à monter et elle s'est vendue 30 ans plus tard jusqu'à 8 et 9 fois plus cher.

Cette augmentation s'explique en partie par la hausse générale des prix, mais surtout par la demande accrue venant à la fois de l'industrie métallurgique renaissante dans la région et des marchands de Liège.

Les Archiducs y trouvent leur profit et les recettes de leur prévôt gruyer et receveur, Nicolas de Blier, accusent une nette progression, mais cette politique est doublement préjudiciable aux habitants de la Terre de Durbuy, car elle favorise l'augmentation des prix et elle implique une réduction de plus en plus stricte<sup>(86)</sup> de ces droits d'usage dans la forêt qui ont pour le budget des manants une importance capitale. Ils n'ont d'ailleurs jamais accepté cette spoliation.

6° — Notons enfin que, comme le montre le graphique, l'évolution des prix dans l'ensemble du pays et dans la Terre de Durbuy est parallèle et que les années de crise sont les mêmes partout.

Les maigres statistiques qui portent sur la Terre de Durbuy au XVI<sup>e</sup> siècle confirment que les années de cherté exceptionnelles sont ici les mêmes qu'ailleurs et il semble bien, comme le note Verlinden, « que depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, il s'était constitué tant dans les Pays Bas que dans la province de Liège, un marché national »<sup>(87)</sup>.

On peut toutefois se demander si ces prix « officiels » sont bien les prix en cours parmi les gens d'une région comme la Terre de Durbuy, mais les éléments susceptibles d'apporter une réponse à cette question nous font défaut.

Parlant des crises et de leur étiologie dans le Luxembourg, Et. Hélin confirme d'abord que les années de cherté exceptionnelle y sont, comme à Durbuy, les suivantes : 1597, 1612, 1626, 1636-38, 1648-52, 1662, etc., puis il souligne qu'« aucune de ces crises n'est spécifiquement luxembourgeoise ». S'attachant à relever dans la chronique de S. F. de Blanchart les causes de quelques-unes de ces crises, il retient les épidémies, les intempéries, des maladresses administratives et les ravages des troupes<sup>(88)</sup>.

Tout ceci se vérifie dans la Terre de Durbuy. Le passage des troupes et leurs dépradations n'ont fait qu'accentuer les effets de la crise en 1590-1597; les incursions hollandaises en 1616-1617 coïncident avec une montée en flèche des prix; les interdictions administratives compliquent et aggravent la crise sur le plan régional : ainsi en 1626-27, le prévôt doit attirer l'attention des autorités centrales sur le dommage qui résulte du placard du 10 avril 1626 qui interdit de procéder à la vente des avoines<sup>(89)</sup>.

(86) Deux règlements interviennent en 1617 et 1623, suivis d'autres.

(87) C. VERLINDEN, *Documents pour l'Histoire des Prix et Salaires en Flandre et en Brabant*, Univ. de Gand, 1959, p. XXXIII.

(88) Et. HÉLIN, *Prix des Céréales à Luxembourg aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, dans *Marché des Céréales à Ruremonde, Luxembourg, Namur et Diest aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Univers. de Louvain, 1966, p. 204 et sv.

(89) 1590-1597 : voir H. C. Pl 1590 f° 249 v°; ibid. 1595, f° 29 v°, 113 v°, 224. — 1626-1627 : voir Compte N. de Blier de l'année, f° 132.

Il est cependant curieux de noter qu'en 1598 des troupes stationnent à Durbuy, qu'on lève des tailles, que certaines dettes doivent être payées, qu'en 1599 la « contagion » sévit et que tout cela n'a pas empêché une légère baisse des prix. En 1601, les gens de guerre sont aux portes de Durbuy; en 1602, il en est de même et les Hollandais pillent « les pays et voisins allentour », le receveur perd ses comptes dans le désarroi, Evrard Sarter organise la défense, mais les prix baissent <sup>(90)</sup>.

Bref, si l'on n'admet pas l'incidence directe des prix « nationaux », les brusques variations de prix restent souvent mystérieuses.

## H. — CONCLUSION

En résumé, si la structure foncière porte encore à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle l'empreinte féodale, c'est davantage dans les termes que dans la réalité. Le fief, quand il s'agit de terres, est devenu un mode de propriété foncière <sup>(91)</sup>, mais la tenure féodale n'a pas disparu juridiquement et elle se superpose souvent à la censive qui est la tenure habituelle. Fermage, métayage, contrat mixte, sont choses fréquentes; le bail de 6 à 9 ans est courant et Gérard Cymont note en 1609, dans son Verbal que « quantité de terres arables [du domaine] se louent à ferme pour 6 ou 9 ans... que les seigneurs gagiers faisaient labourer à moitié ». En tout cas, le contrat est bilatéral, non plus de seigneur à sujet, mais de « propriétaire » à locataire.

Les parcelles de terres sont nombreuses et il n'y a pas de ménage (en dehors des pauvres et des mendiants) qui ne dispose de la sienne. Les plus grandes propriétés d'un seul tenant ne dépassent pas 30 hectares.

Apparaît au XVI<sup>e</sup> siècle, la catégorie des laboureurs : ce sont de petits tenanciers qui disposent de chevaux et de bêtes de charrue et s'entendent à faire prospérer leurs biens et à s'assurer des ressources régulières. Parfois ils mettent sur pied avec leur famille de petites entreprises de maîtres de forges, de marchands et transporteurs de bois, d'extraction de minerais.

La catégorie des manouvriers s'est transformée : elle est devenue celle des hommes qu'on pourrait appeler des journaliers et contrairement à ce que pourrait faire croire l'étymologie du terme manouvrier, ils peuvent disposer d'un cheval, sinon de plusieurs. C'est parmi eux que se recrutent les ouvriers agricoles et forestiers. Le nombre des ouvriers tels que maçons,

---

<sup>(90)</sup> 1598 : Durbuy, Prévôté, Aff. générales 1545-1700 à la date de mai 1598 : présence de troupes à Durbuy du 3 janvier au 23 avril, tailles en mars, avril et mai, contribution au Cap<sup>ne</sup> Roboton; paiement à Adam Gabriel, bourgeois de Liège, de 1.620 florins, etc.

1599 : contagion à Durbuy, C. 1599 f<sup>o</sup> 64 v<sup>o</sup>.

1601-1602 : A. G. R. Ch. des Comptes n<sup>o</sup> 6238 f<sup>o</sup> 3 v<sup>o</sup>; C. 1603 f<sup>o</sup> 69, 75 v<sup>o</sup>, 76 v<sup>o</sup>.

<sup>(91)</sup> Quand il s'agit de prestations, héréditaires ou non, au service du Seigneur, le fief est devenu une espèce de salaire ou mieux : une gratification.



charpentiers, couvreurs, serruriers, etc., s'est accru lui aussi grâce au plein emploi dû à l'expansion de la métallurgie : ils se recrutent dans les familles de laboureurs et parmi les manouvriers. Mais ce sont toujours des travailleurs temporaires — car on est agriculteur d'abord et par nécessité — et ils ignorent la corporation et ses lois. Ils sont plus sensibles que les laboureurs aux hausses des prix et aux à-coups de l'économie.

Les ressources alimentaires ne font pas défaut aux habitants de la Terre de Durbuy. Ils ont en somme pratiqué une sorte d'autarcie. Leurs céréales panifiables sont à peine suffisantes en temps normal; la culture du seigle est en progrès et la farine d'avoine leur vient à point aux moments difficiles. L'élevage est une des pièces maîtresses de leur économie, une source de revenus réguliers et de produits alimentaires. Si leur alimentation n'est pas très variée, ils s'en accommodent et le spectre de la famine ne les hante pas à l'époque. La disette est même exceptionnelle de 1500 à 1636.

La forêt dont ils sont depuis toujours les usagers en droit et en fait ne leur occasionne aucune dépense; elle est pour eux une source inépuisable de richesse pendant les nonante premières années du XVI<sup>e</sup> siècle et, en tant que salariés des maîtres de forges et des marchands de bois, ils en sont encore les bénéficiaires indirects. La coupe extraordinaire des bois et la réglementation progressive de leurs droits d'usage font une première brèche dans leurs ressources essentielles et dans le budget des familles.

L'industrie métallurgique joue un rôle décisif dans l'économie de cette région (favorisée si on la compare au reste du Luxembourg) grâce au plein emploi qu'elle entraîne pendant plus de cinquante ans, au mode de production qu'elle installe dans le pays, au commerce et aux contacts avec l'extérieur qu'elle favorise. L'arrivée de bailleurs de fonds étrangers et le manque d'initiative en vue d'une adaptation à une métallurgie nouvelle contribueront à sa disparition.

Les prix et salaires pratiqués dans la Terre de Durbuy tendent à prouver qu'elle n'est pas isolée du marché national. La hausse des salaires dont la courbe est parallèle à celle des salaires de l'ensemble du pays, accuse un retard évident sur la hausse des prix. Le pouvoir d'achat plus élevé au milieu du siècle, subit une baisse sensible dans le dernier quart du siècle pour s'améliorer au début du XVII<sup>e</sup>. Comme le salaire n'est que très rarement l'unique moyen de vivre des gens d'ici, il n'est pas un ferment d'association : ce sont d'une part les droits d'usage et les biens communaux et d'autre part, les redevances, les dîmes et les tailles qui rendent solidaires les manants de la Terre de Durbuy.

Comment ces faits économiques se traduisent-ils dans la vie sociale, comment réagissent individus, familles et communautés dans le cadre de la Terre de Durbuy dont il conviendrait de considérer les institutions politiques, c'est ce que nous tenterons de dire au lecteur dans un second chapitre que nous intitulerons « Aspects de la Vie sociale dans la Terre de Durbuy de 1500 à 1648 ».

F. PIROTTE.

(*Carte de la Terre de Durbuy et Table des matières, page suivante.*)



# TABLE DES MATIÈRES

	Pages
A. — LA POPULATION DE LA TERRE DE DURBUY . . . . .	04
B. — STRUCTURE FONCIÈRE ET RÉPARTITION DU SOL . . . . .	06
1. — La structure foncière . . . . .	06
a) <i>L'empreinte féodale</i> . . . . .	06
b) <i>Cinq modes de possession de la terre</i> . . . . .	08
2. — La répartition des terres . . . . .	10
3. — La production agricole . . . . .	11
a) <i>Les céréales</i> . . . . .	11
b) <i>Ressources autres que les céréales</i> . . . . .	14
4. — Evolution de l'agriculture . . . . .	16
C. — LES BOIS . . . . .	19
1. — Superficie et dénomination . . . . .	19
2. — Les droits d'usage . . . . .	21
3. — La bataille autour des bois . . . . .	22
D. — LA MÉTALLURGIE . . . . .	27
1. — Les minières . . . . .	27
2. — Les forges . . . . .	29
E. — TRAVAILLEURS, MÉTIERS ET PROFESSIONS . . . . .	32
F. — L'ALIMENTATION . . . . .	35
G. — PRIX ET SALAIRES . . . . .	38
H. — CONCLUSION . . . . .	47







